

Projet ACP-FORENET, RFPO AFRIQUE CENTRALE
9 ACP RPR 9181

**REVUE NATIONALE SUR LES PRODUITS FORESTIERS NON
LIGNEUX : PFNL(cas de la République Centrafricaine : RCA)**

Georges N'GASSE

Consultant National ACP-FORENET

SOMMAIRE

SIGLES UTILISES	
LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES	4
RESUME	6
INTRODUCTION	8
1. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE	10
<i>1.1. OBJECTIFS ET RESULTATA ATTENDUS</i>	
<i>1.2. METHODOLOGIE DE TRAVAIL</i>	
2. PRESENTATION DE LA ZONE D'ETUDE	11
<i>2.1. CARACTERISTQUES DEMOGRAPHIQUES DE LA ZONE FORESTEIRE</i>	11
<i>2.2. POPULATION</i>	
3. LES PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX (PFNL) DE LA RCA	22
<i>3.1. PRINCIPALES CATEGORIES DE PFNL</i>	23
<i>3.2. ESSAI D'INVENTAIRE DES PFNL DANS LE PEA 165</i>	24
<i>3.3. ASPECTS ORGANISATIONNELS</i>	25
<i>3.4. TYPOLOGIE DE FONCTIONNEMENT DES SYSTEMES DE PRODUCTION</i>	26
3.4.1. PRODUCTEURS REGROUPES DANS LES EXPLOITATIONS FAMILIALES	27
3.4.2. PRODUCTEURS ORIENTES VERS L'EXPLOITATION MODERNE	
3.4.3. PRODUCTEURS ORIENTES VERS UNE PRODUCTION A TEMPS PLEIN	28
3.4.4. PRODUCTEURS PROFESSIONNELS A TEMPS PLEIN	
3.4.5. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES GROUPEMENTS DE PRODUCTEURS	29 31
3.4.6. DIVERSIFICATION DE PRODUITS	31
3.4.7. ORGANISATION DE LA GESTION DES BIENS	
3.4.8. ORGANISATION DE LA PRODUCTION ET REPARTITION DES TACHES	31
3.4.9. ORGANISATION DE LA COMMERCIALISATION	33
3.4.10. ASPECTS INSTITUTIONNELS	
3.4.11. CONDITIONS FINANCIERE, ECONOMIQUE, TECHNOLOGIQUE	35
3.5. ETUDE DU MARCHE ET MODE D'ORGANISATION DES PFNL	36
3.5.1. LOCALISATION DES MARCHES ET QUANTITE DES PFNL	37
3.5.2. PRIX DES PFNL	37

3.5.3. FREQUENCES DES PFNL	38
3.5.4. CIRCUITS DE COMMERCIALISATION	39
3.5.5. APERCU SUR LES PFNL PRIORITAIRES	40
4. CONTRAINTES A LA GESTION DES PFNL	41
4.1. <i>LIEES A L'EXPLOITATION</i>	
4.2. <i>LIEES A LA COMMERCIALISATION</i>	
5. STRATEGIES DE GESTION DURABLE ET RESPONSABLE DES PFNL	48
6. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS	51
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	57
BIBLIOGRAPHIE	
ANNEXE : FICHE D'ENQUETE.	

Sigles utilisés

ASECNA :	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne
BCR :	Bureau Central de recensement
CN :	Consultant National
CMCA :	Crédit Mutuel en Centrafrique
DSEES :	Direction de la Statistique des Etudes et Enquêtes
FAO:	Food and Agriculture Organisation
FUPU:	Foresterie Urbaine et Périurbaine
HCR :	Haut Commissariat pour les Réfugiés
IFB :	Industries Forestières de Batalimo
MDAPE :	Mutuel du développement Agricole et du Petit Elevage
MICS :	Enquête à indicateurs multiples.
ONG :	Organisations Non Gouvernementales
PEA :	Permis d'Exploitation et d'Aménagement
PFABO :	Produits Forestiers Autres que le Bois d'oeuvre
PIB :	Production Intérieure Brute
PNFL :	Produits Forestiers Non Ligneux
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
RGPH :	Recensement Général de la Population et de l'habitat

Liste des Tableaux et Figures

TABLEAUX

Liste des tableaux

Tableau 1 : Effectif et densité de la population	11
Tableau 2 : Structure par groupe d'âge de la population	12
Tableau 3 : Calendrier saisonnier du travail agricole.....	13
Tableau 4 : Division sexuelle du travail.....	14
Tableau 5 : Niveau de prise de décision.....	15
Tableau 6 : Différentes fonctions observées.....	15
Tableau 7 : Carte illustrée de l'accès / contrôle des ressources.....	1
Tableau 8 : Matrice d'analyse des avantages	1
Tableau 9 : Principales catégories de PFNL.....	22
Tableau 10 : La disponibilité des PFNL importants en République centrafricaine et les périodes	37
Tableau 11: Description des PFNL prioritaires	
Tableau 12 : Exportations des différents produits agricoles en 1994	46
Tableau 13 : Prix des différents PFNL de la forêt jusqu'au consommateur	47
Tableau 14 : Analyse des réalisations des activités du projet.....	Error! Bookmark not defined.

FIGURES

- 1 : Organisation théorique d'analyse diagnostique
- 2 : Répartition des dépenses par priorité
- 3 : Circuit de commercialisation
- 4 : Mode Organisationnel des circuits de commercialisation
- 5 : Flux des principaux pfnl

Résumé

Au niveau des pays de l'espace COMIFAC, les Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) alimentaires, artisanaux et médecines ont un rôle essentiel dans la vie des populations car ils constituent une ressource indéniable de produits de subsistance et de revenus.

La République Centrafricaine dispose d'une diversité d'écosystèmes qui lui confère également une richesse et une variété de pfnl ; ils sont d'origine végétale (fruits, légumes, boisson, huile, stimulant, condiment ou épice etc) animale (gibier, miel, escargots, chenilles etc.) ; certains sont utilisés dans l'artisanat.

Les pfnl omniprésents sur l'étendue du territoire sont le *Gnetum*, les champignons et les chenilles. Certains sont spécifiques aux régions forestières et parfois endémiques cas du *Dorsténia*. Leur gestion diffère selon plusieurs critères : l'écologie, le cueilleur, la dynamique de leurs populations, les utilisateurs et le statut. La cueillette et la commercialisation de ses pfnl sont assurées en majorité par les femmes et les jeunes filles.

Les principaux pfnl prioritaires de la RCA sont : le *Gnetum*, les chenilles comestibles, les champignons, certaines espèces fauniques qui sont omniprésents sur l'ensemble du territoire et consommés par plus de 90% des Centrafricains. Les raisons pour ceux qui n'en consomment pas sont d'ordre psychologique ou allergiques. Ensuite viennent le vin de palme, le raphia, le *Dosténia* et les autres. Les femmes et les filles sont beaucoup plus impliquées dans le circuit de commercialisation de ses ressources alimentaires.

Le circuit de commercialisation de cette catégorie de ressource commence depuis la forêt, les villages riverains, les commerçants, les restaurants et les consommateurs. Quelques uns sont exportés au Congo, au Tchad, au Soudan et en Europe.

En raison de la persistance de plusieurs facteurs responsables du déboisement et de la déforestation, certains pfnl à haute valeur économique sont menacés de disparition ce qui contribue de manière considérable à la dégradation environnementale et la paupérisation.

Les capacités institutionnelles du Gouvernement Centrafricain ne favorisent pas encore la prise en compte de cette catégorie de ressource dans les activités formelles afin de réduire la pauvreté grandissante et appuyer la politique de gestion durable des ressources de la biodiversité. L'importance socio économique des pfnl en général n'est pas bien intégrée dans le processus de gestion durable des ressources forestières.

L'exploitation durable et responsable des ressources fournissant les pfnl alimentaire, combinée à leur domestication, les méthodes de cueillette durable et la commercialisation sont des voies d'avenir à explorer pour mieux les valoriser.

Depuis 2008, le Gouvernement centrafricain a pris conscience de l'importance du rôle des pfnl en lien avec la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté ce qui a permis de les intégrer dans la politique forestière. Les perspectives de valorisation de cette catégorie de ressource au niveau national peuvent s'articuler sur les actions suivantes : l'inventaire et la cartographie participative, la recherche en vue de déterminer : leur dynamique de régénération, celles susceptibles d'être domestiquer, les méthodes de cueillette durable, des projets pilotes pour la conception et la vulgarisation des technologies permettant de les valoriser. L'intégration d'arbres a usages multiples dans les systèmes agricoles des zones forestières est également a promouvoir. Ces activités aboutiront a la mise en place d'une base de données fiables sur les principaux pfnl au niveau de chaque pays de l'espace COMIFAC pour une large diffusion. De telles initiatives pourraient générer a la fois des gains sociaux et économiques aux communautés et a l'Etat.

L'appui des partenaires au développement aux politiques nationales demeure également une voie d'avenir pour les pays de la COMIFAC en général.

N'ayant pas d'appui financier préalable, les principales personnes concernées par la cueillette et la commercialisation des pfnl que sont les femmes n'ont pas les moyens d'acquérir des technologies et intrants moins préjudiciables à l'environnement. Cette situation difficile d'extrême pauvreté marque le début d'un cycle de productivité décroissante et de détérioration environnementale croissante.

Il est donc urgent d'organiser la filière pour chacun des produits forestiers non ligneux, afin d'avoir une base de données fiables, mais aussi, pour permettre au groupe socio que représente les femmes de parvenir à améliorer leur condition de vie et de s'assurer de la part exacte de la contribution de ces produits au PIB de la RCA.

INTRODUCTION

La régression de la zone forestière vers le sud et le sud-ouest de la ville entraîne annuellement un recul de forêt d'environ 500 m de part et d'autre des axes desservants Bangui depuis plus d'une dizaine d'années.

A cela s'ajoute l'effet négatif de la pratique de l'agriculture itinérante qui se fait sur brûlis et qui est consommatrice d'espaces forestiers ou de savanes boisées. Cette pratique a de conséquence plus prononcée sur les flancs de la colline BAZABANGUI, avec comme faits marquants des érosions et l'obstruction des canaux d'assainissement de la ville.

Paradoxalement à ces activités anthropiques aux conséquences négatives, on notera que l'économie de la République Centrafricaine, largement dominée par le secteur agricole de type traditionnel et forestier emploie plus de 90 pour cent de la population active et contribue pour plus de 60 pour cent au produit intérieur brut (PIB), bien qu'elle est consommatrice d'espaces forestiers ou de savanes boisées, avec une faible utilisation d'intrants.

Les Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) jouent un rôle important dans la vie quotidienne et dans le bien-être de la population locale. Le bois constitue 95 pour cent de l'énergie consommée dans le pays. Plusieurs ressources forestières non ligneuses comestibles et médicinales telles que les chenilles, les champignons, les fruits et légumes forestiers, la viande de chasse et les écorces sont couramment récoltées et commercialisées de façon informelle dans tout le pays et particulièrement sur les marchés urbains et périurbains.

Les ruraux pauvres dépendent en particulier des PFNL comme source de nourriture, fourrages, remèdes, gommés, résines, matériaux de construction, etc. En plus de la consommation locale, les PFNL sont également d'importantes marchandises commerciales qui sont disponibles sur tous les marchés centrafricains aussi bien qu'international. Les PFNL commercialisés contribuent à remplir les besoins quotidiens et procurent emploi et revenus aux populations concernées.

Cependant, malgré l'importance qu'on lui accorde, les données statistiques sur les PFNL sont insuffisantes car elles se limitent rien qu'aux espèces exportées. Contrairement au bois et aux produits agricoles, la contribution des pfnl au PIB du pays n'est pas évaluée.

Dans « l'Annuaire des Produits Forestiers » de la FAO, par exemple, les statistiques sur les PFNL comme le liège, tanin, bambou et diverses huiles ne sont disponibles que pour la période 1954 à 1971 (Chandrasekheran, 1995).

1. Objectif et méthodologie

1.1. Objectif et résultats attendus

Les principaux résultats attendus pour cette revue nationale sur les pfnl de la RCA sont :

- 1 de faire un diagnostic participatif de la situation socio-économique des populations urbaines et périurbaines, (particulièrement celle des femmes qui sont très actives dans la filière des pfnl);
- 2 d'analyser la durabilité de cette catégorie de ressource;
- 3 d'étudier les marchés (localisation, prix, fréquence, conservation/stockage, transformation, exportation etc.) et les modes d'organisation des circuits de commercialisation;
- 4 de déterminer les partenaires impliqués dans la filière
- 5 déterminer les différents produits forestiers non ligneux, leur origine et leur valeur économique ;
- 6 d'analyser leur statut légal et les progrès accomplis en matière de domestication les forces et faiblesses;
- 7 d'identifier les diverses contraintes relative a leur valorisation;
- 8 de proposer des solutions et recommandations aux faiblesses.

1.2. Méthodologie du travail

L'étude porte sur la zone forestière du Sud Ouest (Domaine Forestier Permanent) qui comprend quatre préfectures (Ombella Mpoko, Lobaye, Sangha Mbaéré et Mambéré Kadei) et la capitale Bangui.

Les zones ont été choisies en fonction : du rôle qu'ils jouent dans la collecte et la distribution des PFNL, de leur accessibilité et de leurs relations avec les autres marchés de Bangui.

La démarche méthodologique de l'étude a consisté, dans un premier temps, en une collecte de publications spécifiques dans les bibliothèques de la place et les sites web, l'observation des activités de toutes les parties prenantes à cette filière, s'entretenir avec les cueilleurs, grossistes, demi grossistes, commerçants des pfnl. Ensuite un canevas d'enquête en Annexes 1 a été remis à quelques agents de développement communautaires qui sont installés à l'entrée de la ville de Bangui PK 9 (sortie Sud) afin de recenser les différents pfnl en provenance de la zone forestière. Une fois par semaine, les fiches dument remplies étaient récupérées traités et analysées. L'exploitation de ces fiches a été suivie de l'approche filière (production, vente consommation). Une analyse des incidences socio-économique des populations périurbaines, particulièrement celle des femmes, leur implication et leur rôle dans l'approvisionnement en produits forestiers

non ligneux, et sur l'état des différentes ressources (pfnl, bois énergie) en provenance des systèmes arborés, forêts et agro forestiers ont fait l'objet d'échange avec les commerçants de Bangui. Cette collecte d'information a été également réalisée sur les flux des produits et sur les filières commerciales (les marchés : localisation, prix, fréquence, et sur les modes d'organisation des circuits de commercialisation des produits forestiers non ligneux).

Ensuite, une analyse interdisciplinaire des informations obtenues pour identifier ceux qui devront faire l'objet d'enquête sur le terrain a été faite

Un premier jeu de questionnaire sur les informations d'ordre générale allant de la compréhension des pfnl qui sont les produits biologiques autres que le bois (les poisson et crevettes ne sont pas pris en compte) aux réalisations des activités en relation avec la foresterie a été élaboré et distribué aux enquêteurs a la sortie Sud de Bangui :

Un deuxième jeu de questionnaire plus spécifique sur les informations manquantes a été distribué aux structures partenaires qui ont les compétences dans les domaines précis (sociétés forestières et communes) et les informations collectées ont ensuite été restituées après dépouillement

Pour recueillir les informations les outils suivants ont été utilisés :

La carte des ressources, la carte sociale, le calendrier saisonnier, la matrice d'analyse des avantages, l'horloge des activités journalières, le graphique des tendances.

Enfin, une centaine de personnes oeuvrant dans la vente et la collecte de quarante pfnl identifiées ont été retenues pour attribuer un ordre de priorité en fonction des critères : social, économique, culturel et environnemental ce qui permettrait de retenir les vingt pfnl prioritaire. Les vingt pfnl prioritaires en RCA sont ceux qui étaient notés de 5 et 4 par les enquêtés.

2. Présentation de la zone d'étude

Cette zone d'étude s'étend sur le massif forestier de production du Sud Ouest soit environ trois millions huit cent mille (3.800.000) ha qui fait partie du Domaine Forestier Permanent de l'Etat; ce sont les préfectures suivantes : Ombella Mpoko, Lobaye, Mambere Kadei, Sangha Mbaere et la zone urbaine de Bangui.

Le milieu naturel est fortement soumis à une forte dégradation dont les signes visibles que sont : le déboisement sur de forte pente (surtout autour de Bangui) et l'augmentation des terrains dégradés autour des villages, le recul des forêts galeries, la culture itinérante sur brûlis les feux de brousses, la disparition de la faune et le tarissement des sources, sont en grande partie imputable au système de culture et le manque d'encadrement approprié.

Le sens des mouvements est plus fort tout le matin, de la ville vers les périurbains et cela explique en partie son caractère rural très peu sont les autres (fonctionnaires) qui vont en ville.

2.1 Caractéristiques démographiques de la zone forestière du Sud Ouest

Selon le BCR (rapport de la cartographie du RGPH, 2000), la population de la zone forestière est estimée à 1.037.169 en 2004 et 1.227.058 en 2010 pour les préfectures de : Ombella – Mpoko, Lobaye, Sangha Mbaéré et Mambéré Kadéï. La population urbaine serait 716.064 habitants, contre 142 588 habitants en zone rurale, mais à Bangui, la densité de la population est de 9,225 hab/km².

Le taux de croissance démographique moyen annuel est de 4,35% dans l'Ombella - Mpoko. Le fort taux de croissance démographique observé dans cette région entre 1988 et 2000, est dû à la forte migration des populations environnantes, par suite des troubles politico-militaires.

2.2 Population

Tableau 1 : Effectif et densité de la population forestière et Bangui

Préfectures/ Ville	Nb Habitants			Taux alphabétisation
	2004	2010	Densité (%)	
Ombella Mpoko	326.725	407.732	11,2	46,9
Lobaye	246.875	287.506	12,8	57,2
Sangha Mbaéré	101.074	115.469	5,2	39,2
Mambéré Kadéï	364.795	416.751	12,1	34,3
Bangui	622.771	741.008	9295,1	----
RCA	3.971.891	4.479.444	6,3	

Source : BCR : RGP 88 et BCR : Rapport de la cartographie du RGPH, 2000

La répartition des actifs occupés par profession montre que les Agriculteurs, Eleveurs ou Forestiers représentent 73,8 % de l'ensemble des actifs (66,8 % pour les hommes et 80,8 % pour les femmes). Le fort taux de participation des femmes indique le degré élevé de la participation des femmes aux diverses activités de production.

La population de la zone du projet est pluriethnique (les Ngbaka-mandja, Gbanou, Banda, Ali et Peulh) dans la grande majorité du territoire au nord et au Centre de l'Ombella – Mpoko, de même que dans le Sud Est et Ouest (les Ngbaka, Mbati, Mondjombo, Gbaya, Ali, Banda, Yakoma, Sango). Malgré cette diversité, le Sango est la principale langue parlée.

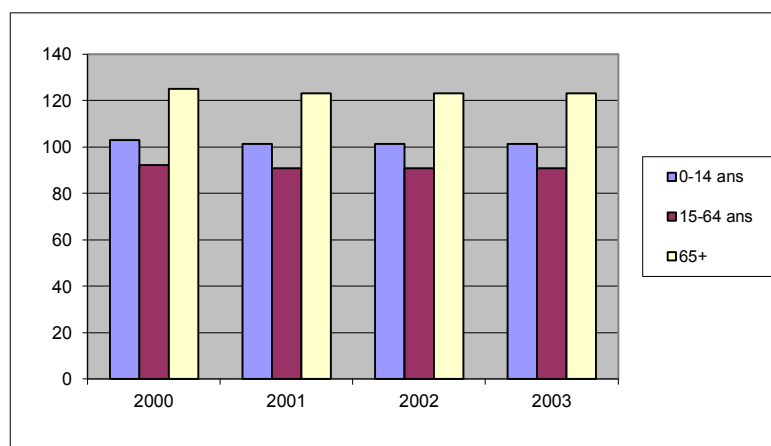
Tableau n°2 : Structure par groupe d'âge de la population¹

Grands groupes d'âge	RGP-1988	ECVU-2003 Bangui	Estimation BCR 2003
0-14 ans	43%	43,2%	51,3%
15-59 ans	52%	53,4%	45,5%
60 et +	5%	3,3%	3,2%

Source : BCR / DSEES / ECVU 2003 – PNUD

La capitale Bangui est caractérisée par une population jeune ; la répartition par tranche d'âge quinquennale fait apparaître plus de 50% d'enfants de moins de 15 ans depuis l'an 2000 jusqu'en 2003. On a dénombré 43% d'enfants de la même tranche d'âge en 1988 (Source RGP-1988, BCR). Cela indique que même si l'indice de fécondité a baissé d'environ 16% entre 1988 et 1994, la population a continué à augmenter. Par contre la proportion des personnes de 15-59, en âge de travailler est en baisse par rapport au recensement de 1988 ; elle est passée de 52% à 45,5% en 2003 soit une chute de 13%(Source : RGP-88/BCR). Les vieillards sont de moins en moins nombreux avec une proportion passant de 5% en 1988 à 3,2% en 2003 soit une baisse de 36%. Lorsqu'on compare ces données avec d'autres études comme l'EDS/RCA, RGP-1988, MICS-96 et MICS 2000 on voit que cette structure de la population a peu variée depuis plus de 40 ans.

Figure 1 : Structure d'âge masculine



Source : BCR/MICS 2000

De manière générale, la proportion des classes d'âge de plus de 65 ans est plus élevée que les autres classes. Par contre la tranche d'âge de 15 à 64 ans n'a pas changée sur les quatre années. En définitif le pourcentage total du rapport de masculinité est toujours comprise entre 90 à 98 %

¹ Les données au niveau du Bureau Central de Recensement (BCR) ne sont pas disponibles, ce tableau ne donne qu'une idée de la zone du projet.

sur la population totale et représente un poids énorme pour ce qui serait de la représentativité de l'autre sexe.

2.3.1. Analyse diagnostic de la situation socio – économique de la zone forestière

Pour cette analyse socio-économique, *des facteurs socioculturels, des aspects institutionnels, des conditions financières et économiques, des facteurs environnementaux et écologiques et des facteurs technologiques ont été pris en compte pour la validité de l'information.*

Ces facteurs influencent la réalisation de intervention sur toutes les étapes et forment les conditions qui favorisent ou freinent l'appropriation des actions par les différents groupes de bénéficiaires.

- Facteurs socioculturels

Le premier facteur socioculturel qui est à considérer sous la perspective de genre concerne le concept de ménage, avec sa structure et ses comportements supposés.

L'évaluation porte alors sur la question : quels sont les besoins des femmes et des hommes et comment les prendre en compte et quels sont les responsabilités distincts des uns et des autres au sein du ménage dans toutes les étapes du projet ? Pour répondre à cette question, les points suivants ont été examinés.

. Rôle des femmes dans la gestion des principaux pfnl

Il est difficile d'évaluer avec précision, la contribution des femmes au secteur agricole en raison de l'absence de statistiques disponibles en RCA. Mais, on estime que les femmes fournissent environ 90 pour cent des denrées nécessaires à la subsistance de la population. Les femmes travaillent également dans les cultures d'exportation comme le café dans le sud du pays sur l'axe M'Baïki. Quand la saison bat son plein, les femmes consacrent six à huit heures par jour aux travaux agricoles. Elles travaillent de 6 heures le matin et rentre à la maison le soir vers 15 heures, en plus, elles doivent faire face à des travaux ménagers. En 1989/90, plus de 20 pour cent des foyers ruraux étaient dirigés par une femme.

Tableau 3 : Calendrier saisonnier du travail agricole

Calendrier saisonnier de la femme	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
	Moins d'activités					Activités très denses			Activités relativement dense			
Calendrier saisonnier de	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	d



Source : Enquête réalisée dans la zone urbaine et périurbaine en 2004 et actualisé en septembre 2006.

Répartition du travail selon les sexes.

Les hommes travaillent surtout dans le secteur des cultures commerciales. De leur côté, les femmes ont l'entière responsabilité de la production vivrière; elles aident également les hommes sur les cultures d'exploitation, notamment pour préparer la terre ou lors des récoltes. Tandis que les hommes sont les principaux responsables de la pêche et de l'élevage, les femmes s'occupent de la transformation et de la commercialisation du poisson, elles élèvent de la volaille et du petit bétail. Les femmes accomplissent tous les travaux domestiques, de la préparation des aliments à la collecte du bois de feu et de l'eau. La journée des femmes rurales est généralement entre 1,5 à 3 fois plus longue que celle des hommes.

Tableau n° 4 : Division sexuelle du travail

Niveau de participation de l'homme	Activités journalières	Niveau de participation de la femme
x	Approvisionnement en eau	Xxxxx
xx	Recherche de bois de chauffe	Xxx
xxx	Travaux champêtres	Xxx
xx	Cueillette et ramassage des légumes	Xxxx
xx	Cueillette des produits forestiers non ligneux	Xxxx
xxxx	Cueillette des produits forestiers ligneux	
xxxx	Coupe de bois	Xx
xxxx	Chasse	Xx
xxx	Pêche	Xx

x : moindre

xx : Important

xxxx : Très Important

Source : enquête sur le terrain par l'équipe mis en place par le consultant en août 2006.

Partage des décisions entre les hommes et les femmes.

Sur la base de la gestion patriarcale en RCA, la femme très souvent ne prend part à une décision, et même dans certains milieux, elle n'est pas du tout consultée et son point de vue n'est même pas nécessaire. Toutes les décisions émanent de l'homme et même sur les questions de gestion d'argent issue de la vente des produits aussi forestiers non ligneux que d'autres choses dont la femme dispose.

Tableau n° 5 : Niveau de prise de décision

Niveau de l'intervention de l'homme	Types d'activités	Niveau de l'intervention de la femme
xxx	Au sein de la famille	X
xxx	Au sein des groupements	X
xxx	Dans la communauté	X
xxx	Dote (mariage traditionnelle, et autres ...)	Xx

Source : enquête sur le terrain par l'équipe mis en place par le consultant

Tableau n° 6 : Différentes fonctions observées

Activités	Ensemble	%	H	%	F	%
Ménagère	13	6,35	-	-	13	10,74
Retraités	15	7,28	15	17,64		
Fonctionnaire en service	2	0,97	2	2,35		
Ouvrier	21	10,20	21	24,74		
Commerçant (e)	22	10,67	1	1,17	21	17,31
Pêcheur	2	0,97	2	2,35		
Artisan	3	1,45	3	3,52		
Cultivateur	1	0,48	-	-	1	0,52

Exclusif	111	53,88	28	32,94	83	68,59
Pas de réponse	5	2,42	2	2,35	3	2,50
Ensemble	206	100	85	100	121	100

Source : Donnée d'enquête réalisée en août 2006.

Dimensions et facteurs déterminants de la pauvreté de la femme rurale

La chute vertigineuse des cours des matières premières sur les marchés mondiaux depuis 1987, qui atteint jusqu'à 60 pour cent pour certains produits, a plongé la République Centrafricaine dans une crise économique et financière, provoquant une augmentation du chômage et une diminution des revenus. Une série d'ajustements structurels a entraîné une diminution des dépenses publiques pour la santé, l'éducation, la recherche agricole, la vulgarisation et l'entretien des routes.

A la suite de la libéralisation des prix et de la dévaluation de la monnaie, les prix des produits de première nécessité ont augmenté. La pauvreté croissante touche particulièrement les femmes dans le périurbain et dans la ville de Bangui

. La malnutrition frappe près de 24 pour cent des enfants en milieu rural. D'après une étude de la Banque mondiale, 71 pour cent environ des familles rurales vivaient au-dessous du seuil de pauvreté en 1992/93.

- La femme et les facteurs environnementaux et écologiques

La dégradation de l'environnement très sensible dans le Nord de la ville de Bangui le long des axes Damara et Boali, mais aussi dans le sud, suite à l'ouverture de nouvelles parcelles dans les villages et à la coupe des bois de chauffe qui devient de plus en plus une activité très lucrative.

Les femmes jouant un rôle crucial dans la production agricole et n'ayant pas accès au crédit, il leur est difficile d'acquérir des technologies et des intrants moins préjudiciables à l'environnement. Cette situation extrêmement difficile marque le début d'un cycle de productivité décroissante et de détérioration environnementale croissante.

Il est avant tout important de garantir aux agricultrices comme aux agriculteurs un accès suffisant aux facteurs de production et aux services d'appui pour améliorer la productivité, mais aussi de garantir la fertilité des terres.

Parmi les petits exploitants, les hommes aussi bien que les femmes n'ont pas suffisamment accès aux ressources agricoles, mais les femmes sont généralement encore plus défavorisées dans ce domaine. Les causes profondes sont essentiellement le fait que des politiques de développement

et des programmes de recherche ignorent la spécificité des sexes, des lois, des traditions et des attitudes discriminatoires, et aussi bien l'absence d'accès au processus de prise de décision.

- Analyse des contraintes au niveau des femmes

. - *La femme et les facteurs de production*

La société Centrafricaine construite sur un régime patrilial constitue à ce sujet une contrainte à l'amélioration de la production pour ce qui concerne l'implication de la femme dans le processus de production et d'acquisition des facteurs de production. Il est relevé comme partout ailleurs dans les communautés africaines, que la femme intervient à plus de 60 % dans les activités agricoles alors qu'on lui impose un statut d'infériorité qui ne lui donne pas le pouvoir de posséder et de contrôler beaucoup de ces facteurs de production que sont :

La terre, l'eau, le petit outillage, les semences, l'engrais chimique, les pesticides, etc.

-*La femme et la main d'œuvre*

Le problème de disponibilité en main d'œuvre se pose dans la zone du projet pendant les périodes d'ouverture, de sarclage pour les maraîchers, mais aussi pendant les périodes de récolte. Etant donné que la femme dans le ménage est la principale main d'œuvre, l'insuffisance de cette disponibilité amène les exploitants à recruter pendant les périodes de pointes des travaux, une main d'œuvre saisonnière, qui est payé à la tâche.

Une forte mobilisation des membres de la famille (femmes et enfants) est aussi sollicitée, mais très souvent, les jeunes couples ont du mal à s'en sortir, car ils ne sont que deux actifs agricoles, et dans cette situation, la femme souffre d'avantage que l'homme, car c'est elle qui pendant la période de cueillette des produits forestiers non ligneux, ou pendant les cultures est la plus sollicitée. L'effectif moyen des actifs agricoles par exploitation familiale est de 2,90, soit un ratio d'actif sur nombre de personnes de 47%. C'est donc moins des membres de l'exploitation qui participe aux activités productives.

- *La femme et l'accès à la terre*

Traditionnellement les femmes rurales ont aussi accès à la terre, comme tous les autres personnes. Des problèmes d'accès à la terre peuvent cependant surgir, en particulier lorsqu'une veuve ne s'entend pas avec sa belle-famille.

Le titre de propriété foncière, que seuls quelques privilégiés manipulent, n'est pas encore un concept généralisé en milieu urbain et périurbain de Bangui. N'est port qui peut s'octroyer une parcelle là ou il veut, on prenant contact avec le chef de village ou de quartier. Toutefois, quelques exceptions sont relevées (voir le chapitre sur les aspects organisationnels).

Les maraîchers et plus particulièrement les femmes sont confrontés à quatre situations de régime foncier qui posent un réel problème quant au développement de la production.

La première situation correspond au cas où le terroir exploité appartient à un service public.

Ces femmes se trouvent ainsi dans une situation de précarité foncière et peuvent être chassés à tout moment. C'est le cas du groupement Mutuel du Développement Agricole et du Petit Elevage (MDAPE) installé dans le camp militaire de Kassaï.

La deuxième situation est celle où le terroir exploité appartient à un particulier. Ces maraîchères se trouvent aussi dans une situation foncière précaire puisqu'il s'agit d'un contrat verbal et qu'elles peuvent quitter les lieux d'un moment à un autre, si le propriétaire décide d'utiliser son terroir à d'autres fins ou de le vendre. C'est le cas du groupement Doigt-Vert situé sur la route de Damara et de certaines autres exploitantes sur le site de Kokoro.

Pour la troisième situation, le terroir exploité est la propriété des parents ou grands-parents.

Mais la sécurité foncière n'est pas acquise, ces maraîchères ne sont pas en règle vis-à-vis de l'Etat, et peuvent perdre le site au profit des réalisations publiques à tout moment. C'est le cas le plus répandu sur le site de Ngola.

Pour la dernière situation, le terroir est la propriété de l'Etat. C'est le cas de certains groupements de l'association de Ngoulékpa, qui avaient pendant longtemps exploité illégalement les alentours de l'aéroport, propriété privée de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne (ASECNA). Pour cette dernière situation les exploitantes ne sont pas propriétaires du terroir, ou elles n'ont pas une garantie de l'Etat, et ne pourront jamais réaliser des investissements durables.

De manière générale donc, le problème de possession légale de terre par les exploitantes se pose, pour la plupart d'entre elles. Il s'agit ici pour ceux là, d'entreprendre des démarches pour l'octroi des titres fonciers auprès des services compétents pour la sécurisation du foncier.

En tant que principaux producteurs de vivres, les femmes sont concernées au premier chef par la protection de l'environnement et de développement écologiquement durable. N'ayant pas accès aux ressources agricoles, les femmes qui luttent pour leur survie sur des terres marginales n'ont souvent pas d'autres choix que d'aggraver la dégradation de l'environnement. Elles ne bénéficient d'aucun droit sur la terre, et ne pratiquent pas toujours des méthodes de cultures respectueuses de l'environnement.

– La femme et l'accès à l'eau

La responsabilité de l'arrosage est traditionnellement dédiée aux femmes dans toutes les exploitations maraîchères. En milieu urbain, où le plus des activités agricoles est maraîchère, la disponibilité de l'eau est une des conditions pour la réussite des cultures dans les différents sites. L'accès à l'eau devient une corvée pour les femmes qui doivent s'en occuper. Les contraintes spécifiques sont due à l'éloignement de la source par rapport aux planches, la fatigue physique qui limite le nombre d'arrosages par jour, et du coût, la satisfaction des besoins en eau des plantes.

Aussi, le problème de tarissement des cours d'eau et des puits pendant la saison sèche est durement ressenti par les femmes.

Enfin, l'utilisation de l'eau usée pour l'arrosage pose un problème réel de qualité pour les légumes, mais aussi et surtout, pour la santé des maraîchères.

Le site de Ngoulékpa en particulier à côté de l'aéroport, est durement touché par ce problème avec ces cent soixante (160) maraîchers, le manque d'eau est un véritable désastre qui mérite une attention particulière.

– La femme et l'accès au crédit

La difficulté d'accès au crédit est un problème qui touche aussi bien les hommes comme les femmes en milieu urbain et périurbain. Ceci, en raison des taux d'intérêt élevés pratiqués par les quelques rares structures (CMCA, CARSA, COOPI et autres), et des garanties requises.

Seulement quelques rares organisations paysannes bien structurées peuvent bénéficier de ces crédits qui sont mis en place.

– La femme et l'accès aux services de vulgarisation et formation agricole.

La formulation des politiques, la planification et la vulgarisation est construite à partir d'une image partielle de la réalité. Les besoins souvent relevés sont ceux des agriculteurs et non des agricultrices. De même, la recherche agronomique n'accorde pas l'attention voulue aux agricultrices et à leurs besoins. Etant donné que les femmes ont un rôle crucial dans la production agricole, il faudra avant tout garantir aux agricultrices un accès suffisant aux facteurs de production et aux services d'appui pour améliorer la productivité.

Comme exemple, de tous les contrats signés entre l'Institut Centrafricain de la Recherche Agronomique et les groupements des planteurs multiplicateurs, aucun groupement féminin n'y figure, et pourtant, dans les parcelles de ces groupements, se sont les femmes qui font le plus de travaille.

Tableau n° 7 : Carte illustrée de l'accès / contrôle des ressources

USAGES/ACCES AUX RESSOURCES			CONTROLE DES RESSOURCES		
Femme	Homme et femme	homme	femme	Homme et femme	Homme
Volailles	Terre	Petit élevage	Vaisselle		Terre
Vaisselle	Eau	Radio		Eau	
	Argent	Vélo			Argent
	pfns				Pfns
					Petit élevage
					Volaille
					Biens domestiques
	Produits de champs			Produits de champs	
	Outils de travaux champêtres				Outils de travaux champêtres

Source : enquête sur le terrain par l'équipe mis en place par le consultant

La discrimination est évidente entre usage / accès aux ressources et le contrôles des ressources entre l'homme et la femme.

Tableau n° 8 : Matrice d'analyse des avantages

	Utilisation	Qui décide de l'utilisation	Qui le fait	Utilisation des recettes	Qui décide de l'utilisation des recettes
Production végétale autre que les produits forestiers non ligneux	Autoconsommation et vente	F et E	F et E	Achat des denrées alimentaires, des produits phytosanitaires et paiement des frais de scolarité	H et F
Les pfns	Autoconsommation	F et E	F et E	Achat des denrées	H et F

	et vente			alimentaires, des habits pour la femme et les enfants.	
Produits de chasse	Autoconsommation et vente	H	F	Achat de l'outillage, des habits de l'homme et autres biens de la famille	H
Bois de chauffe	Autoconsommation et vente	H et F	H et F	Achat des produits pharmaceutiques et des denrées alimentaires	H et F
Plantes médicinales et aromatiques	Soins de la famille et vente	H et F	F et H	Achat des denrées alimentaires et autres besoins de la famille	H

F : Femmes / H : Hommes / E : Enfants

Source : Enquête sur le terrain par l'équipe mis en place par le consultant.

– La femme et le domaine de la foresterie

Toutes les régions urbaines et périurbaines de Bangui sont à plus de 50 pour cent recouvert de bois à une densité relativement faible. Cependant, la déforestation le long des axes par suite des pratiques agricoles inappropriées est très marquante, et à cela, s'ajoute les coupes pour l'approvisionnement de Bangui en bois de chauffe.

La connaissance de l'habitat (ou du système de production) et la source (système de gestion) de l'espèce exploitée échappe totalement à la femme qui est la principale personne qui fait la cueillette.

3. LES PFNL

3.1. Les principales catégories des pfnl

Les femmes en général ne savent pas du tout si, la récolte des PFNL faite de la manière dont elles procèdent, pourrait entraîner la dégradation de l'habitat, et que d'un autre côté, la dégradation de l'habitat (e.g. par la rotation de la culture) pourrait aussi avoir une influence néfaste sur la disponibilité des PFNL (e.g. les feux de forêt réduisent les récoltes de miel).

Par ailleurs, à la question, si elles accepteraient de cultiver les espèces fréquemment récoltées à partir des sauvageons, beaucoup le souhaitent, et reconnaissent que ces produits deviennent de

plus en plus rares dans les voisinages les plus proches, à cause des pratiques culturelles sur brûlis, les abattages et le déboisement grandissant.

Tableau n° 9 : Principales catégories de PFNL

Produits végétaux		Animaux et produits animaux	
Catégories	Description	Catégories	Description
Nourritures	Nourriture végétale et boissons provenant de fruits noix, graines, racines, champignons, etc.	Animaux vivants	Principalement des vertébrés, tels que des mammifères, oiseaux, reptiles élevés/achetés comme animaux de compagnie
Fourrages	Aliment pour les animaux ou les abeilles provenant de feuilles, fruit, etc.	Miel et cire	Produits provenant des abeilles
Médecine	Plantes médicinales (exemple feuille, écorce, racine) utilisées dans la médecine traditionnelle et/ou par des compagnies pharmaceutiques	Viande de gibier	Viande de vertébrés surtout des mammifères
Parfums et produits cosmétiques	Plantes aromatiques fournissant de l'huile essentielle (volatile) et d'autres produits utilisés dans les cosmétiques	Autres produits animaux comestibles.	Surtout des invertébrés comestibles tels que les insectes (exemple chenilles) et autres produits secondaires d'animaux (plumes, nids)
Colorants et tannins	Matières végétales (surtout écorce et feuille) donnant des tannins et autres parties de la plantes (surtout les feuilles et les fruits) utilisés comme colorants.	Cuir et peaux	Cuir et peaux d'animaux utilisés pour divers usages
Ustensiles, produits artisanaux et matériaux de construction	Groupe hétérogène de produits dont le chaume, le bambou, l'osier, les fibres.	Médecine	Des animaux entiers ou parties d'animal tels que divers organes utilisés pour usage médical
Plantes ornementales	Des plantes complètes (exemple orchidées) et parties des plantes (exemple pots de fleurs fait en racine) utilisées en ornementation	Colorants	Animaux entiers ou parties d'animaux utilisés, divers organes utilisés comme colorants.
Exsudats	Produits sous forme d'exsudats par les plantes comme la gomme (hydrosoluble), les résines (hydro-insoluble) et le latex (jus laiteux ou clair).	Autre produit animal non comestible.	Exemple les os utilisés comme outils
Autre	Exemple les insecticides et les fongicides		

Sources : ONG DONAVAL Centrafrique.

3.2. Essai d'inventaire des principaux Produits Forestiers Non Ligneux du PEA 165 (180 kms de Mbaiki)

Produit Forestier	Présence dense	Présence légère	Total
Gnetum	999	673	1 672
Feuille de Maranthaceae	799	322	1 121
Igname sauvage	127	554	681
Rotin (Rouge)	330	109	439
Liane (molle)	108	294	402
Champignons jaunes (Girolles)	65	233	298
Termites	38	174	212
Escargot	23	178	201
Rotin (vert)	129	49	178
Afromumum	33	117	150
Dorstenia	88	42	130
Chenilles	52	62	114
Noix de Cola	6	80	86
Rotin (Asperge)	49	34	83
Ngbin	40	26	66
Oseille sauvage	10	40	50
Raphia	28	17	45
Modiki/ongo	8	34	42
Miel d'abeille	4	16	20
Poivres	10	8	18
Sclerosperma	14	4	18
Mangue sauvage	9	6	15
Liane (dur)	7	5	12
Longhi blanc	2		2
Epinard (sauvage)	1		1
Miel doux (moucheron)		1	1
Racine/Ecorce		1	1
Raphia		1	1

Source : Rapport d'inventaire du PEA 186 IFB Oct 2009

Les prix fluctuent en fonction de la saison, des habitudes alimentaires et de la demande des consommateurs. Les tubercules, le rotin et la liane a eau sont disponibles durant toute l'année.

Certains Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL), comme les chenilles, les termites ou les champignons, sont saisonniers. Les inventaires qui sont réalisés en continu toute l'année ne peuvent pas en donner une bonne représentation.

Les produits forestiers non ligneux qui ont été le plus souvent observés sont le *Gnetum*, encore appelé Koko, les feuilles de Maranthaceae et les différents types de Rotins rouge. Ils font partie des principaux PFNL utilisés localement. Une approche complémentaire des usages et de l'importance de ces produits est donnée dans le rapport socio-économique est développée ultérieurement

Les PFNL ayant moins de 100 observations n'ont pas été cartographiés. Des cartes de

répartition des PFNL sont présentées dans le tableau ci-dessus, à l'exception de celles des chenilles dont la récolte est saisonnière, réalisée sur une courte période chaque année. Les inventaires se sont étalés sur 16 mois et la prise en compte des chenilles dans l'inventaire mènerait à des erreurs de quantification. Les Rotins ont été représentés ensemble et 3 essences ligneuses ont été ajoutées :

- _ les fruits du Longhi rouge sont consommés ;
- _ les fruits de l'Eyong sont consommés ;
- _ l'écorce de l'Etimoé est utilisée fréquemment par les villageois, au petit déjeuner à la place du café ou du thé et comme remède pour soulager les maux d'estomac.

La forte saisonnalité dans la récolte des chenilles empêche de quantifier et de situer cette importante ressource pour la population locale. Toutefois les espèces sur lesquelles les chenilles consommées se développent sont connues. Il s'agit du Sipo, du Sapelli, du Kosipo, du Tiama, du Dibétou, de l'Essessang... En établissant la carte de répartition de ces espèces, on connaîtra indirectement les zones potentielles de récolte des chenilles. La plupart de ces espèces sont recherchées par la société forestière ; cela peut constituer une source de conflit avec les populations locales.

Des cartes de répartition des PFNL sont présentées dans les résultats des travaux d'inventaire des PEA en instance d'être dotés de plan d'aménagement de la société IFB. Les inventaires se sont étalés sur deux mois et la prise en compte des chenilles dans l'inventaire mènerait à des erreurs dans la mesure ou ce n'est pas la période de production mais des études antérieures menées par le consultant avec la FAO l'ont démontrées.

3.2. - Aspects Organisationnels

Malgré la faiblesse du facteur travail, les exploitations agricoles dans la zone du projet sont caractérisées par une diversification des activités. En zone périurbaine, les cultures vivrières, les élevages et les activités para-agricoles forment la base du système de production, et rémunèrent le plus le facteur travail et la terre.

La diversification qui peut s'expliquer par la répartition sociale des activités au sein de l'exploitation agricole, reste aussi un choix stratégique du producteur pour gérer les risques et permet donc de comprendre le fonctionnement des systèmes. Toutefois, il faut noter que la diversification qui reste la base du système de production en Centrafrique en générale et en particulier dans la zone du projet, n'exclut pas la possibilité d'une certaine spécialisation de l'exploitation dans une activité donnée.

Le contexte socio-économique local des exploitations agricoles, notamment la proximité des villes et des marchés locaux et l'accessibilité du village, permet aux producteurs de privilégier certaines activités par rapport à d'autres et d'opérer des choix. L'importance de cet aspect permet d'aller au-delà du fonctionnement interne du système exploitation famille, pour intégrer les rapports avec le contexte local.

Le fonctionnement des exploitations agricoles ne serait bien compris sans une explication sur la notion d'agriculture itinérante et d'une utilisation marginale des intrants qui est une caractéristique du système de production dans la zone du projet.

L'agriculture dans la zone du projet est centrée sur la conservation et la récupération de la fertilité du sol par la jachère, et se justifie par la faible pression démographique (Boserup, 1970).

La terre n'étant pas un facteur limitant², l'agriculture itinérante permet une minimisation de coût de production en limitant l'apport d'engrais et favorise une très bonne productivité de travail (bon rendement, peu de travail). Cette agriculture peut aussi s'inscrire dans des stratégies plus complexes en terme d'accès au foncier, de gestion des parcours, de cueillette, de fourniture de bois, etc. (Collange et Mogenet, 1990).

La terre ne peut en l'état actuel des pratiques constituer une garantie au financement des investissements en agriculture familiale sous forme de crédit (Malo, 1997). L'amélioration foncière comme forme d'investissement agricole n'est pas une préoccupation dans les conditions actuelles de mise en valeurs dues à la faible pression démographique.

L'utilisation d'engrais et de pesticide est marginale et ne concerne que le coton qui vient en tête de rotation dans les autres zones du PSSA comme dans les sites des maraîchers pour l'amélioration de la production maraîchère dans le périurbain.

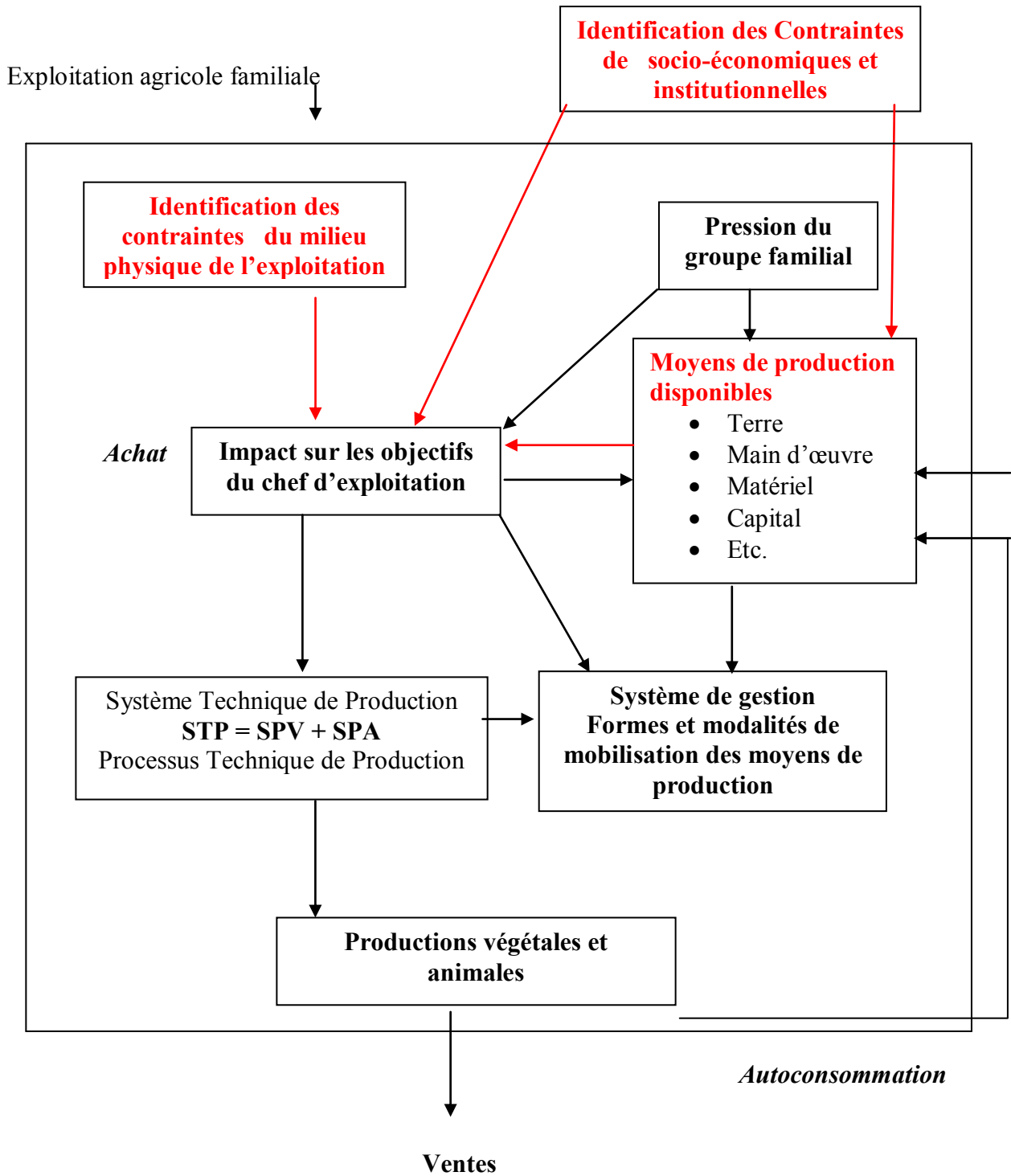
Sur ce point, il est relevé que la zone du projet est à un bas niveau de consommation d'engrais et de pesticides, facteurs aussi déterminants de l'amélioration de la productivité.

C'est vrai, on peut dire que l'exploitation agricole dans la zone du projet est familiale, utilisant la main-d'œuvre familiale et la terre comme principaux facteurs de production. Les activités de cette exploitation ne se limitent pas ce pendant à la satisfaction de l'autosuffisance alimentaire, mais elle s'ouvre au marché par le biais du surplus des produits.

Pour caractériser ou représenter la diversité des situations rencontrées, notre typologie sera élaborée à partir de critères jugés déterminants pour caractériser le degré de sécurité alimentaire des exploitations. Ainsi, nous proposerons une typologie de fonctionnement orientée vers la production et la commercialisation des produits maraîchers et produits forestiers non ligneux.

² la densité de population n'est que de 4,81 habitants/km² et la terre est partout propice à l'agriculture, contrairement à certains pays africains où la terre est la première contrainte dont il faut s'affranchir (Faure, 1990)

Figure 2 : Organisation théorique d'analyse diagnostic



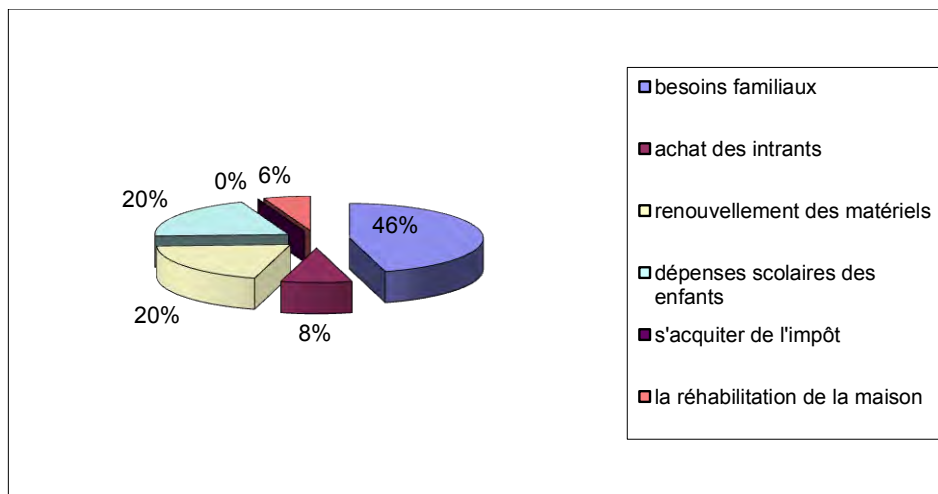
3.4. Typologie de fonctionnement des systèmes de production

3.4.1. Les producteurs regroupés dans des exploitations familiales traditionnelles

Ils sont intégrés en milieu villageois, et ne bénéficient presque pas d'encadrement technique classique. Ils cultivent des légumes locaux en pluviales en association avec les cultures vivrières, sans recours aux engrais minéraux ni aux pesticides. Les superficies exploitées sont importantes (> 2ha) avec jachère de 2 à 3 ans. La main d'oeuvre est familiale, et le petit matériel aratoire est rudimentaire.

La production est essentiellement autoconsommée, et le surplus étant vendu par les femmes aux abords des champs ou sur les marchés de village (c'est le cas des maraîchers qu'on rencontre à la sortie nord de BAngui. Cette vente permet à la famille de résoudre certains de leurs problèmes qu'elle juge prioritaire à la survie, comme l'achat de produits de première nécessité (le savon, le sel, l'huile, les habits et les médicaments). Les dépenses de scolarité bien qu'aussi reconnus prioritaires au niveau de ces exploitations familiales traditionnelles, ne sont, cependant pas impératif pour les parents, et sont généralement relégués en second plan. Les priorités dans les dépenses se présentent comme suit.

Figure 3 : Répartition des dépenses par priorité



3.4.2. Les producteurs orientés vers les exploitations familiales modernes

Bien qu'intégrée en milieu villageois, cette catégorie est réceptive des innovations techniques, et considère l'activité maraîchère comme source d'alimentation et de revenu. Elle cultive les légumes en saison pluvieuse en association avec les cultures vivrières, récolte les pfnls

(Champignon, chenilles, le *Gnetum*) et le choix de spéculation pour les cultures maraîchères est fonction de disponibilité en graines de reproduction, et de la demande sur le marché local.

La quasi totalité de la production est destinée à la vente qui a lieu soit directement dans les parcelles, soit sur les marchés locaux. Les produits sont vendus par les femmes de l'organisation, et les recettes sont versées à la caisse de l'organisation.

Les besoins en intrants (petit matériel et semences) sont identifiés par le bureau de l'organisation qui les achète et les met à la disposition des exploitants à crédit, remboursable après une campagne ou deux. La moyenne des surfaces cultivées est de 5 ares par exploitation familiale.

3.4.3. Les producteurs orientés vers la production à temps partiel (espaces périurbains)

Cette catégorie est dominée par les femmes isolées cultivant de petits jardins (< 2 ares), disposant d'un petit matériel rudimentaire avec un taux faible d'utilisation d'engrais et de pesticide. Elles cultivent les légumes locaux (à majorité), et très peu de légumes exotiques. Elles exploitent les bas-fonds en saison sèche, auprès de petits cours d'eau, par arrosage manuel, et en saison pluvieuse, elles font des légumes locaux en association avec les cultures vivrières. Les $\frac{3}{4}$ de la production sont toujours vendus sur les marchés de la place, mais aussi sur place dans les parcelles. Ces maraîchers sont encore confrontés à une situation de survie car, la valeur de la production est toujours inférieure aux investissements.

On y trouve aussi les jeunes diplômés sans emploi fixe, ou des travailleurs d'autres secteurs économiques, et certains agriculteurs qui font le maraîchage comme culture de contre-saison. En général, ceux-là s'engagent d'abord comme ouvriers agricoles chez des producteurs établis. Formés rapidement sur le tas, ils s'établissent par la suite à leur propre compte. Au démarrage, ils empruntent les outils nécessaires (houes, arrosoirs, binettes, etc.) aux jardiniers voisins, qui exigent parfois le partage des fruits.

Ces conditions, ainsi que le manque de clients permanents et l'absence de fonds de roulement ne leur permettent pas de continuer l'exploitation de leurs jardins. C'est pourquoi ils les abandonnent dès qu'ils trouvent une possibilité de travail ou alors, et s'engagent de nouveau comme ouvriers agricoles auprès des maraîchers établis. Ils cultivent particulièrement les légumes locaux et exotiques sur des parcelles qui font en moyenne jusqu'à 3 ares, aussi bien en saison sèche qu'en saison pluvieuse.

Le tiers ($\frac{1}{3}$) de leur production est destiné à l'autoconsommation et le reste au marché. Ils recourent régulièrement à l'utilisation des semences sélectionnées importées, mais l'approvisionnement se fait de façon individuelle.

3.4.4. Les producteurs professionnels à temps plein (maraîchers du site de Ngoulékpa)

Ils sont à l'origine des chômeurs, des artisans et des jeunes déscolarisés hommes ou femmes. Certains d'entre eux étaient des maraîchers à temps partiels qui ont vu qu'ils trouvaient bien leur compte dans l'activité, et qui ont décidé de s'installer définitivement. Travailleurs à temps plein, ils ont des domaines d'exploitation qu'ils ont acquis officiellement.

Certains par contre occupent toujours le site de l'ASECNA bien que interdit, et attendent à être installé quelque part. Ils sont orientés vers l'exploitation commerciale des légumes essentiellement exotiques en association avec certains légumes locaux commercialisables à petite échelle. On trouve ce type d'exploitation dans les bas-fonds non aménagés et ou bas-fonds aménagés, de même sur parcelles hors bas-fonds. Les exploitations sont de taille moyenne (10 à 50 ares), pour 5 à 10 personnes.

Cette catégorie des maraîchers est souvent organisée en groupements, parfois constituée d'exploitants individuels, et bénéficie d'un encadrement technique. Elle utilise une main d'oeuvre familiale (occasionnellement salariée en saison sèche), et des techniques de culture appropriées. Les recettes issues de la vente des produits sont encaissées par le trésorier qui les reverse sur un compte ouvert à la banque. C'est en fin de production, lors d'une assemblée générale que le bilan comptable et financier se tient pour présenter aux exploitants, la situation des comptes et le solde du groupement.

Un montant forfaitaire retenu par l'assemblée générale est versé à chaque exploitant. Et ce qui reste en caisse et sur le compte, permet au bureau d'acheter de nouveau les intrants.

De manière générale, pour toutes ces organisations, il se pose des problèmes de structuration, de fonctionnement, de gestion des biens en communauté, et d'organisation de la production.

3.4.5. Organisation et fonctionnement des groupements et associations paysannes

Beaucoup d'organisations paysannes constituées n'ont pas une politique claire de développement endogène. Elles sont pour la plupart spontanément constituées soit pour profiter d'une opportunité donnée (présence des projets), soit uniquement pour réaliser des travaux communautaires (entraide). Toutefois, exception est faite pour l'association des maraîchers de Ngoulékpa qui est plus ou moins mieux organisée et qui est officiellement reconnu. Les autres organisations par contre doivent être encadrées pour la rédaction de leur statuts et règlements intérieurs, et même pour les démarches pour leur reconnaissance juridique.

Si certaines organisations connaissent des difficultés matérielles (manque d'ordinateur et de machines à écrire pour la saisie des textes de base), et temporelles (long processus de

reconnaissance juridique pour cause de la centralisation des services à Bangui), d'autres ignorent totalement l'importance de disposer de ces documents juridiques, et ne savent pas comment faire. Les cotisations sont embryonnaires et sont parfois détournées par les leaders. En outre, la comptabilité n'est pas tenue en bonne et due forme, et il n'y a pas de politique de recherche des débouchés commerciaux. Très souvent toute initiative est inexistante, et la coopération avec les autres organisations est difficile.

Les femmes sont sous représentées dans les instances de décision. Elles n'existent pas du tout dans les organisations pastorales. Les Organisations paysannes ne sont donc pas suffisamment outillées et organisées pour faire face aux défis du développement de leurs membres et, au delà, de leurs communautés.

3.4.6. Organisation de la diversification de la production

D'une manière générale la vulnérabilité des populations les plus pauvres est accentuée, et les besoins pour une réinsertion sont considérables. Pour la plupart, il s'agit pour certains de tout reprendre à zéro depuis le dernier mouvement politico militaire qui a conduit à la prise de pouvoir en place.

L'insécurité dans l'arrière pays a non seulement empêché l'acheminement du maïs et sorgho vers les zones d'élevage que sont les villes, mais aussi, est une des causes de la baisse de la production. Cette situation est suivie d'une inflation sur les prix au kilogramme des aliments dans Bangui, et met en mauvaise posture les consommateurs qui non seulement ne trouvent plus rien sur les marchés, mais ne sont plus en mesure de s'en procurer.

3.4.7. Organisation de la gestion des biens en communauté

Très souvent, les producteurs se retrouvent ensemble, pour des raisons d'affinité ou d'appartenance aux mêmes communautés de base. Chacun de son côté, ou en famille, garde son autonomie de gestion et de productions. Dans d'autres cas, les producteurs tentent de s'organiser en une véritable association professionnelle capable de réaliser des économies d'échelle comme la Fédération des maraîchers, mais il leur manque des initiatives.

Bien que la gestion des parcelles au niveau des parcelles de culture maraîchère soit autonome, l'approvisionnement en intrants, la recherche de débouchés pour la commercialisation des produits se fait par le bureau des associations. Cependant, le niveau actuel de ces organisations ne leur permet pas de mettre ensemble les moyens de production, et de planifier les activités pour en tirer le maximum de profit, de constituer une force pour le marché intérieur, et de financer l'encadrement technique par exemple.

3.4.8. Organisation de la production et de la répartition des tâches

De manière globale pour les quatre typologies que nous avons décrites plus haut, La production légumière et de collecte des pfnls est organisée à deux différents niveaux:

- Au niveau des exploitations individuelles;
- Au niveau des groupements d'exploitants;

Au niveau des exploitations individuelles, Le volume de production est fort limité à court et moyen terme, à cause de faible capacité de gestions des exploitants isolés, la difficulté d'acquisition des intrants, l'absence ou la faible capacité de conservation, la difficulté de commercialisation, l'accès difficile au crédit, à l'information, à la formation ainsi qu'à l'encadrement.

Dans cette catégorie on retrouve plus des femmes, qui sont soit célibataires avec ou sans enfants, soit mariées, mais assistées par leurs enfants, soit enfin mariées, mais travaillant avec leurs époux dans les mêmes parcelles. La plupart de ces femmes non organisées en groupements, occupent des parcelles marginales, utilisent du matériel aratoire inapproprié (arrosoirs enalebasses ou vieilles marmites, et des vieux seaux comme arrosoir ; des morceaux de fer ou de bois taillé comme sarclo - binettes).

Elles transportent sur la tête des produits destinés aux marchés sur des distances très loin des sites de production, et n'ont pas accès aux technologies modernes de transformation. Le rouissage du manioc, et tous les travaux qui suivent jusqu'au séchage sont spécifiquement féminins, de même que la garde contre les animaux (cabris, cochons, etc.).

Ces femmes s'organisent à leur niveau pour aller aux campements de cueillette ou de récolte des pfnls dont le produit de la vente est une ressource non négligeable.

Au niveau de ces exploitations individuelles, la répartition des tâches est toujours inégale entre l'homme et la femme. Les femmes, contribuent plus que les hommes aux travaux champêtres. Elles sont les principales productrices des cultures vivrières de base, à savoir le manioc, le maïs, l'arachide, le riz, la pomme de terre, le karité qui représentent jusqu'à 90 pour cent de la ration alimentaire. Les femmes sèment, désherbent, appliquent des engrais, moissonnent et battent les cultures. Tandis que les hommes s'activent pour les travaux d'ouverture, des brûlis et du labour. Les femmes contribuent dans une mesure encore plus grande à la production des cultures secondaires, telles que les légumineuses et les légumes.

Grâce à leurs connaissances spécialisées sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, les femmes sont les principales "gardiennes" de la diversité biologique. Dans le

secteur de l'élevage, elles nourrissent, traitent les petits animaux et élèvent de la volaille, tels que moutons, chèvres, lapins et cochons d'Inde.

Entre autre, lorsque la récolte est rentrée, les femmes rurales font la plus grande partie des travaux pour l'entreposage, la manutention, le stockage, la transformation et la commercialisation. Les hommes par contre, s'occupent de la construction des greniers, et quelque fois, au transport des produits.

Au niveau des groupements formels et informels, il existe des groupements informels constitués de maraîchers réunis sur les sites (Boeing, Kassai, Yangoumbala), qui sont soit : la propriété de l'Etat, des patrimoines communautaires ou des propriétés privées. Entre eux, il n'existe aucune forme d'organisation. Ils se retrouvent ensemble pour des raisons d'affinité ou d'appartenance aux mêmes communautés de base, dans le seul but d'exploitation agricole des sites. Chaque famille garde l'autonomie de la gestion de ses parcelles.

Pour ces groupements, même si l'encadrement est possible à cause du regroupement, l'approvisionnement en intrants, l'accès aux crédits, ainsi que l'écoulement des produits sur les marchés restent extrêmement difficiles.

Par contre, les groupements formels que l'on trouve dans les bas fonds de KOKORO, de NGOUBAGARA, et NGOLA, et sur les site de NGOULEKPA, et BIMON ont en commun l'utilisation du terroir et de quelques matériel de production qui sont la propriété du groupement. De même que les exploitations individuelles, chaque exploitant familiale garde l'autonomie de la gestion de sa production. La répartition des tâches ne diffère pas du tout des autres. Ces groupements n'ont pas encore atteint un niveau acceptable d'organisation en associations professionnelles, capable d'une évolution rapidement vers des structures véritablement opérationnelles et pouvant s'auto financier.

3.4.9. Organisation de la commercialisation

Il n'existe pas sur tous les sites, une organisation de la commercialisation des produits. Chaque exploitant vend ses produits comme il le souhaite, avec le concours de sa famille (sa femme et ses enfants). Cependant, exception est faite pour un des groupements de l'Association de NGOULEKPA, ou les produits venant des planches du groupement sont vendus par les personnes désignées par le Bureau. Les produits sont vendus soit directement aux revendeurs qui viennent les chercher dans les parcelles, soit sur les marchés les plus proches, mais très tôt le matin à très bas prix pour éviter de repartir avec, car il se poserait le problème de conservation.

De l'autre côté, on notera la présence des revendeuses (waligalas) qui entretiennent le chaud et le froid. En effet, elles envahissent les marchés et achètent les légumes à très bas prix aux producteurs qui évite la mévente en provoquant une pénurie, et les revendent plus chers aux consommateurs un peu plus tard dans la journée.

A l'exception de la Fédération des maraîchers, l'ensembles de ces autres organisations ne sont pas en mesure de planifier leurs activités afin de tirer le maximum de profit possible, de s'approvisionner facilement en semences et en intrants, d'avoir accès aux micro crédits, et à l'information, de constituer une force pour le marché intérieur et extérieur.

Tant au niveau des exploitations individuelles qu'au niveau des groupements, on notera que le système socio économique de la division du travail est bâti sur une logique patriarcale inéquitable. Il concourt à rendre la femme plus vulnérable, car astreinte à une étendue exorbitante de devoir sociaux que est la fourniture des services garantissant la sécurité alimentaire, et donne à l'homme de larges marges de manœuvres au niveau de la communauté dans le choix et dans la prise de décision.

Cette situation est clairement ressentie dans la gestion des ressources au niveau du ménage. Il appartient dans la plus part des situations à l'homme de donner son dernier mot, même si les ressources appartiennent à la femme. La femme centrafricaine offre des possibilités d'accumulation de richesse, mais ne tire véritablement pas de profit pour elle même. Elle ne dispose d'aucune mesure d'incitation pour améliorer sa compétitivité.

3.4.10. - Aspects institutionnels des pfnl

- Prise en compte du rôle des femmes et des hommes dans la gestion des pfnl

Bien que le rôle et les besoins des agricultrices sont reconnus pour ce qui est de leur contribution à la satisfaction des besoins alimentaires en produits forestiers non ligneux, ils ne sont malheureusement pas pris en compte dans les programmes et les plans de développement. De même, la recherche agronomique n'accorde pas l'attention voulue aux agricultrices et à leurs besoins. En effet, les agriculteurs et les agricultrices sont souvent chargés de responsabilités différentes en matière de travaux agricoles et de cultures. La recherche est généralement axée sur l'amélioration de la production et des technologies correspondant aux tâches et aux cultures des hommes tandis que celles des femmes sont négligées.

Cette négligence a de répercussion directe sur par exemple les technique de production des semences de qualité qui très souvent est la responsabilité des femmes dans les exploitations agricoles.

L'absence de collecte et de diffusion de données ventilées par sexe est une des preuves de ce désintérêt pour la contribution des femmes à la production agricole et à la sécurité alimentaire dans les politiques de développement agricole et de la recherche.

Cette situation est plus pertinente encore au niveau des organes de prise de décision et d'élaboration des politiques, aux niveaux national (sous représentativité des femmes au sein même du département dans différents services en est la preuve), de même que de l'organisation des marchés.

Développement agricole : politiques et recherche

Il a été relevé au cours des entretiens avec les institutions, organismes et ONG que le rôle et les besoins des agricultrices sont reconnus dans les politiques agricoles, mais ne sont pas pris en compte en pratique dans les programmes et les plans de développement. De même, la recherche agronomique n'accorde pas l'attention voulue aux agricultrices et à leurs besoins. En effet, les agriculteurs et les agricultrices sont souvent chargés de responsabilités différentes en matière de travaux agricoles et de cultures. La recherche est généralement axée sur l'amélioration de la production et des technologies correspondant aux tâches et aux cultures des hommes tandis que celles des femmes sont négligées.

Cette négligence a de répercussion directe sur par exemple les techniques de production des semences de qualité qui très souvent est la responsabilité des femmes dans les exploitations agricoles.

L'absence de collecte et de diffusion de données ventilées par sexe est une des preuves de ce désintérêt pour la contribution des femmes à la production agricole et à la sécurité alimentaire dans les politiques de développement agricole et de la recherche. Cette situation est plus pertinente encore au niveau des organes de prise de décision et d'élaboration des politiques, aux niveaux national (sous représentativité des femmes au sein même du département dans différents services en est la preuve).

Ventilation du personnel de vulgarisation agricole par fonction et par sexe en 2004/05

Les femmes représentent 25 pour cent des agents de vulgarisation forestière, mais 3,2 pour cent seulement des vulgarisateurs agricoles. Très peu de femmes ont bénéficié de services de vulgarisation ou de recherche agricole et la plupart d'entre elles ne bénéficient d'aucun support technologique susceptible d'alléger leurs tâches ou d'augmenter leurs ressources

3.4.11.- Conditions financières, économiques et technologiques défavorables à l'augmentation de revenus

Outre les informations quantifiables, (permettant d'évaluer l'importance socio-économique des PFNL, les données quantitatives sur les ressources, la consommation et la commercialisation du produit sont requises. Les chiffres devraient indiquer la quantité (tonnes, m³, etc.), l'état du produit (séché, classé, semi traité, traité, etc.) et la valeur (dollar E.-U.) pendant une période donnée (année)), les informations qualitatives sont importantes, du point de vue du contexte culturel et socio-économique de l'utilisation des PFNL (par exemple, accès aux ressources, principales catégories sociales des cueilleurs, etc.). Le manque de ces informations constitue une contrainte très sérieuse pour l'évaluation de l'impact du projet à posteriori.

Toute fois, la collecte et la vente des produits forestiers non ligneux contribuent à l'amélioration des revenus des ménages et en particulier de celles des femmes. Ces revenus permettent de réduire les inégalités subies par les femmes, et pour les ménages où la femme a la responsabilité des enfants, ces revenus leur permettent de mieux s'occuper d'eux.

3.5. : Etude des marchés (localisation, prix, flux des produits) et les modes d'organisation des circuits de commercialisation des produits forestiers ligneux et non ligneux

En rapport avec la production de marchandises, la dimension des marchés des PFNL n'est pas négligeable. Ces marchés revêtent une importance particulière pour les ménages dépendants des forêts qui vendent des PFNL.

La progression de l'urbanisation, les remous socio politico militaires, sont à l'origine d'un exode rural qui est aussi un facteur important qui crée un nouveau type de consommateur en augmentant ainsi, l'ampleur des marchés locaux de PFNL, qui à la différence des ruraux, doit acheter et non récolter pour subvenir à leurs besoins. Les marchés périurbains non seulement approvisionnent les consommateurs, mais constituent d'importants gisements d'emplois pour les commerçants concernés. Ils donnent des revenus aux acteurs directement concernés et au gouvernement.

Le présent chapitre traite surtout des marchés locaux et intermédiaires (négociants). Les marchés intermédiaires facilitent la coordination (ou l'ajustement) de l'offre et de la demande de PFNL en offrant des débouchés commerciaux aux agriculteurs et en garantissant une source d'approvisionnement intérieur en PFNL.

3.5.1 - Localisation des marchés et quantité de produits

Au total, on compte 13 marchés dans le périurbain de Bangui en plus du marché central de la ville. Les marchés les plus proches par rapport au grand marché central de Bangui sont ceux de

LAKOUANGA, de SICA, de BOY- RABE. L'ensemble des marchés peut être répartis en trois catégories :

- Les marchés de rupture de charge ;
- les marchés intermédiaires ;
- les marchés terminaux.

Les marchés de rupture de charge sont ceux du complexe Mamadou Mbaïki (Km5), de Combattant, de PK12, de Bimbo et de Ouango.

Les marchés intermédiaires ou de transition constituent une ceinture intra urbaine. Se sont les marchés de Miskine, de Boy – rabe, de Pétévo, de Lakouanga, de Kassaï. Ils servent à l'approvisionnement des marchés terminaux. Dans une certaine mesure, le marché central s'approvisionnent également des produits en provenance de l'arrière pays.

Les marchés terminaux sont des marchés qui sont à l'intérieur des quartiers ; il s'agit des marchés de Ngaragba, de Yapélé, de Yassimandji, de Fouh etc.

Ces trois types de marché sont celles qui ravitaillent les autres marchés en vivres et les variations des prix à ces niveaux déterminent celles des autres.

Pour tous ces marchés, il est très difficile d'avoir une idée du nombre des commerçants et commerçantes. Par contre, on est plus certain que seule les femmes sont des commerçantes des produits forestiers non ligneux.

Les produits forestiers ligneux viennent pour la plus part dans le sud du pays et également du pays voisin le Congo Démocratique.

Les principaux produits forestiers non ligneux en vente sont : le miel, les feuilles, les fruits, les noix, les écorces, les huiles végétales, la faune sauvage, les champignons comestibles, les chenilles comestibles, les tubercules et racines comestibles. Les produits ligneux en vente sur les marchés sont : Les lianes, les exsudats et les sèves.

Les quantité de ces produits forestiers non ligneux sont fonction de la période (saison de pluies et saison sèche). Les ligneux en vente sont régulièrement présents sur les marchés, mais il est difficile de déterminer la quantité en stock.

3.5.2.- Prix des produits

Le prix de ces produits est fonction de la période et de la demande généralement. En période de saison de pluies, certains produits comme les champignons, les chenilles, les termites sont à un certain moment de cueillette ou de ramassage abondantes et de ce fait, relativement très bon marché. Par contre, lorsqu'ils deviennent de plus en plus rares, les prix augmentent également.

Ces produits sont vendus en diverses unités de mesure. Ils sont soit en tas de 100 F CFA ou 200 F CFA pour les chenilles et termites, en botte de 50 ou 100 F CFA pour les champignons, en tas de 100 à 200 F CFA pour les tubercules. Aussi, il faut noter que les prix de ces produits varient énormément dans le temps en fonction de la loi de l'offre et de la demande.

Il serait important que pour bien effectuer les comparaisons entre les prix des denrées dans le temps, de retenir comme unité de mesure, le kilogramme pour évaluer la quantité ou plutôt pour donner une estimation de la quantité des denrées. Les poids des denrées en gramme devront être ainsi rapportés au kilogramme. Il est le rapport du prix sur la quantité exprimée en gramme de denrées consommées multiplier par 1000, tout en sachant que 1000 grammes est égale à 1 kg.

3.5.3. -Fréquence des pfnl sur les marchés par rapport aux saisons

Le tableau n° 10 ci dessous montre qu'il y a une diversité de produits forestiers non ligneux, en effets, ils sont répartis en plusieurs catégories : végétales (feuilles), animales (gibier, chenilles, insectes, escargots, oiseaux, reptiles), condiments, aphrodisiaque, artisanat, fruits, colorant, écorce, sève, racine etc. Ceux d'origine végétale sont plus nombreux.

Tableau n° 10 : La disponibilité des principaux PFNL(y compris leurs prix) sur le marché du Km 5 de Bangui (République Centrafricaine)

Produits (NS)	Noms locaux	Qtité	Partie utilisée	P E R I O D E (MOIS)													
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		
Végétaux																	
<i>Afromomum mel</i>	Tondo	Tas	Feuilles									x	X	x	X		
<i>Afrotyrax lep</i>	Yembe	Quatre fruits = 100 f cfa	Fruits						x	x	X						
<i>Alstonia boonei</i>	Emien	¼ l= 200 f					x	x	X								
<i>Amarantus hispidus</i>	Mboudé	Botte de 100 grammes	Feuilles	x	x	x	x	x	x	x	x	X	x	X	X	X	
<i>Annodium manii</i>	Be	Gappe = 200 f	Fruit					x	x	X							
<i>Autranelia congol</i>	Koli kéké		Fruit					x	x	x							
<i>Balanites aegytiaca</i>							x	x	x	x	X						
<i>Baselia alba</i>	Epinard	100 g= 25 f	Feuilles			x	x	x	x	x	X						
<i>Berlinia grandif</i>							x	x	X								
<i>Citrullus lanatus</i>	Mbéléké						x	x	x	X							
<i>Canarium schweif</i>								x	X								

<i>Cola nitida</i>	Kpakola	25 f / noix	Fruit			x	x	x	x	x	x	X			
<i>Dacryodes macro</i>								x	x	X					
<i>Dioscorea</i>	Goui	1 kg= 100 fe	Tubercule	x	x	x	x	x	x	x	x	X	x	X	X
<i>Dostenia psilurus</i>	Ngbin														
<i>Elaeis guinensis</i>	Mbourou	75 cl= 100 f	Huile/Bois son	x	x	x	x	x	x	x	x	X	x	X	X
<i>Fougere</i>	Ndolo	200 g= 100 f	Feuilles				x	x	x	x	x	X			
<i>Fagara xantho</i>	Gati	1 kg = 100 f	Graine				x	x	x	X					
<i>Gambeya lacourt.</i>	Mboulou	250 f/grapp et	Fruit				x	x	x	x	X				
<i>Gnetum afr</i>	Koko	Feuille	x	x	x	X	X	X	X	X	X	X	x	X	X
<i>Gnetum buchhlo.</i>	Kalin	Feuille	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x	X	x
<i>Garcinia kola</i>															
<i>Hillera latifolia</i>	Soumba	100 g = 25 f	Feuilles		X	x	x	x	x	x	x	X	x		
<i>Irvingia excelsa</i>	Payo	100 g= 25 f	Fruit			X	X	X							
<i>Irvingia grandi.</i>	Bombi					X	x	x							
<i>Landolphia sp</i>	Malobou bou	25 f/50 cm	Tubercule	x	x	x	x	x	x	x	x	X	x	X	X
<i>Lippia adonesis</i>	Deke	1kg/25 0	Ecorce	x	x	x	x	x	x	x	x	X	x	X	X
<i>Mangifera indica</i>	Mango	!/10 f	Fruit		x	x	x	X							
<i>Maranthocloa puperia</i>	Kougbe	250 g/25 f	Feuilles	x	x	x	x	x	x	x	x	X	x	X	X
<i>Megaphrinium macrostachyu m</i>	Kougbe	250 g/25 f	Feuilles	x	x	x	x	x	x	x	x	X	x	X	X
<i>Monodora myristica</i>		30 cm/50 f	Racine/Epi ce			x	x	x	x	X					
<i>Myrianthus arbor.</i>	Ongo	100f/k g	Fruit		x	x	x	x	X						
<i>Omphalocarp um spp</i>	Tondo	300 f/litre	Huile				x	x	X						
<i>Raphia sp</i>	Péke	75 cl/100 f	Seve	x	x	x	x	x	x	x	x	X	x	X	X
<i>Ricinodendron heudeloti</i>	Gofo	100 f/4 fruits	Fruit				x	x	X						
<i>Syzygium</i>	Mazindi	600f	Fruit			x	x	X							

<i>aromaticum</i>		/kg																
<i>Tetrapleura tetra.</i>	Kanga Yéyé	100f/kg	Fruit			x	x	x	x	x	X							
<i>Uapaca heudelotti</i>	Béti	100 f/kg	Fruit					x	x	X								
<i>Xylophia aethiopica</i>		600 f/kg	Fruit								x	X	x	X	X			
<u>Champi-</u>																		
<u>Gnons</u>																		
<i>Carpophore blanc</i>				X	X	X	x	X	X	X	X							
<i>Carpophore gris</i>			X		X	X	X	X										
<i>Petit champignons</i>				x	X	X	X											
<i>Forma coupe a gros carpophore</i>						X	X	X										
<i>Crevettes</i>			X	x	X	X	X											
<u>Chenilles</u>																		
<i>Imrasia oyem.</i>	Mboyo		x	x	x	X	X	x	X	X	X	x	x	X	X	X		
<i>Imbrasiatruncata</i>	Mbanga		x	X	X	x	X	x	x	X	x	x	x	X	X	X		
<i>Imbrasia epimet</i>	Sounga		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		
<i>Pseudanthodio.</i>	Kanga		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		
<i>Anaphe venata</i>	Ndossi		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		
<i>Cymothe caenus</i>	Mokongokolo		x					x	x	x								
<i>Cymothe aranus</i>	Mokomgo							x	x	x								
Escargots								x	x	x								
<u>Tubercules «§ »</u>																		
<i>Discorea alata</i>	Molobilo																	
<i>Dioscorea preussii</i>	Goloté																	

Ignames sauvages

Lianes

Rotin

Liane a eau

Papillons

N S : Noms Scientifiques

Noms Locaux : Sango/Issongo

X : Abondance

x : Disponibilité relative

« § » : Disponible toute l'année

Source : Résultats enquête

En tenant compte de la fréquence de ces produits sur les marchés, et des variations des prix selon les périodes, une estimation de la quantité des diverses denrées (pfnls) devra faire l'objet d'une étude plus étendue dans le temps. Rien ne permet durant ces quelques mois de consultation qui ont débuté à une période tardive de l'apparition de certains produits sur le marché, de dire si la tendance de l'évolution des prix est positive ou négative. Il a été enregistré l'utilisation des ailes de papillons pour la confection des tableaux qui se vendent dans les rues de Bangui. Certains tableaux de papillons sont exportés dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et en Afrique du Sud.

Les marges bénéficiaires de ces produits sont difficiles à connaître chez les vendeurs de premier ordre c'est à dire les personnes qui font la cueillette pour la simple raison qu'elles n'évaluent pas leurs temps. Les prix sont fixés généralement en fonction des habitudes du marché, de la rareté ou de l'abondance des produits.

Au niveau des revendeurs, le même problème se pose, car eux aussi n'ont pas enregistré quelques part, les dépenses effectuées (transport, hébergement, nourriture, valeur d'achat des produits et autres), mais, fixent les prix en dédoublant ou en triplant tout simplement, le prix d'achat des produits.

PFNL PRIORITAIRES

Suite aux résultats de dépouillement des fiches de priorisation des pfnl par les parties prenantes en fonction des critères : sociaux économiques, environnementaux et culturels, voire ceux qui font l'objet de vente au niveau national et international. Le tableau n° 11 ci-dessus présente la liste des pfnl préférentiel sur une quarantaine de pfnl retenus.

Au niveau des pfnl d'origine végétale, huit produits sont prioritaires ; il s'agit de : *Gnetum africanum*, *Dorstenia psilumus*, *Irvingia excelsa*, *Elaeis guinnese*, *Raphia*, *Roatang*, *Xylopia* et *Megaphrymium macrostachus*.

Ceux d'origine animale prioritaires plus nombreux comprennent : *Cephalophes*, *Cercopitheque*, *Artherure*, *Tragelaphus euryceros*, *Potamocherus porcus*, *Tryonomys derianus*, les chenilles comestibles telles que *Imbrasia oyemensis*, *Imbrasia epimethea*, *Anaphe venata*, *Cymothe caenus*, *Cymothe aranus*, et l'*Achatina achatina*.

Ceux d'origine fongique sont les Carpophore blancs, gris , à coupe, à gros carpophore et les petits champignons.

Le tableau n° 11 ci-dessous présente la situation des PFNL prioritaires qui sont ceux quottés entre 5 et 4.

Tableau n° 11 : Etat des lieux des pfnl prioritaires de la RCA (suite au dépouillement des fiches d'enquête des parties prenantes)

D E S C R I P T I O N D E S P F N L P R I O R I T A I R E S

ORIGINES	Noms Scientifiques	Noms Locaux	Familles	Catégories	Périodes	Caractéristiques usages	Parties utilisées	Habitats	Marché	Classifications (Priorités)			
VEGETALE	<i>Gnetum africanum</i>	Gbakoko	Gnetacée	A - C	P	Aliment (C)	Feuilles	Forêts	Nat/Int	5			
	<i>Gnetum buchhol</i>	Koko	Gnetacée	L - C	P	Aliment (L)	Feuilles	Forêts/Savane	Nat	4			
	<i>Dostenia psilumus</i>	Ngbein	Rubiacée	H - C	P	Aliment (L)	Feuilles	Forêts	Nat/Int	4			
	<i>Irvingia gabonexcelsa</i>	Pays	Irvegiacés	A - C	J - O	Condiment	Fruits	Forêts	Nat	4			
	<i>Raphia sp</i>	Péké	Arecacée	A - C	P	Boisson	Seve	Marécages	Nat	4			
	<i>Elais guinenses</i>	Mbourou	Palmacée	A - C	P	Boisson	Seve	Forêts/Savane	Nat	4			
	<i>Rotang</i>	Vovro	Rotacée	L - C	P	Artisanat	Liane	Marécages	Nat	5			
	<i>Afrotyrax lépido</i>	Yembé	Styracacée	A - C	A - Juillet	Condiment (V)	Fuits/Ecorce	Forêts	Nat	4			
	<i>Xylopia aetiopica</i>	Mazindi	Anonacée	L - C	S - D	Condiment (V)	Fruits	Galleries (Forêts)	Nat/Int	5			
	<i>Megaphrymium macrostactis</i>	Kougbe	Maranthacée	L - C	P	Emballage	Feuilles	Forêts/Savane	Nat	4			
	ANIMALE	<i>Mammifère</i>	<i>Céphalophe (dos bleu, dos jaune, sylv)</i>	Dengbé	Bovidée	L - C	P	Aliment	Viande	F/S	Nat/Int	5	
<i>Cercopithecus cephus</i>			Makako	Cercopithecidae	L - C	P	Aliment	Viande	F/S	Nat/Int	5		
<i>Civettictis civetta</i>			Lougou	Vivéridée	L - C	P	Aliment	Viande	F/S	Nat/Int	5		
<i>Artherure africanis</i>			Ngeze	Hystricidae	L - C	P	Aliment	Viande	F/S	Nat/Int	5		
<i>Tryonomys swinderianus</i>			Djodjo		L - C	P	Aliment	Viande	F/S	Nat/Int	5		
<i>Tragelaphus enryceros</i>			Lékpa	Bovidée	L - C	P	Aliment	Viande	F/S	Nat/Int	5		
<i>Syncerus caffer</i>			Ngbah	Bovidée	L - C	P	Aliment	Viande	F/S	Nat/Int	5		
<i>Potamocheirus porcus</i>			Vongba	Suidée	L - C	P	Aliment	Viande	F/S	Nat/Int	5		
<i>Invertébrée</i>			Chenille	<i>Imbrasia oyennesis</i>	Mboyo	Attacidae	L - C	P	Aliment	Larves	Forêts	Nat/Int	5
				<i>Imbrasia epimethea</i>	Sounga	Attacidae	L - C	P	Aliment	Larves	Forêts	Nat/Int	5
	<i>Anaphe venata</i>	Ndossi		Attacidae	L - C	P	Aliment	Larves	Forêts	Nat/Int	5		
	<i>Cymothe caenus</i>	Mokongo		Nymphalidae	L - C	P	Aliment	Larves	Forêts	Nat/Int	5		
	<i>Cymothe aranus</i>	Konadou		Nymphalidae	L - C	P	Aliment	Larves	Forêts	Nat/Int	5		
	<i>Achatima chetima</i>	Ngolo		Nymphalidae	L - C	P	Aliment	Larves	Forêts	Nat/Int	5		

FONGIQUE										
<i>Champignons</i>	<i>Acarpophare blanc</i>	Gougou		L - C	P	Aliment	Entiers	Savane	Nat/Int	4
	<i>Acarpophare gris</i>	Gougou		L - C	P	Aliment	Entiers	Savane	Nat/Int	4
	<i>Petit champignon gris</i>	Gougou		L - C	P	Aliment	Entiers	Savane	Nat/Int	5
	<i>Acarpophare encoupe</i>	Gougou bobo		L - C	P	Aliment	Entiers	Forêts/Savane	Nat/Int	4
	<i>Agrocarpophore</i>	Gougou dengbé		L - C	P	Aliment	Entiers	Savane	Nat/Int	4

A - C= Animale - Banale

L - C= Lianescente -Banale

H - C= Herbacée - Banale

P= Permanent (toute l'année)

J - O= Juin à Août

A - Juillet= Avril à Juillet

S - D= Sept à Décembre

5= 1ère priorité

4= 2ème priorité

3= 3ème priorité

Nat= National

Nat/Int= National et International

3.5.4 - Les modes d'organisation des circuits de commercialisation des produits forestiers non ligneux.

Très souvent, à la base, se sont les femmes ou enfants qui font la cueillette et cela peut être attribué à un certain nombre de facteurs : le ramassage des pfnls (sauf ceux qui nécessite de grimper) est exclusivement fait par les femmes ; et la division du travail dans les ménages conduit les femmes à se spécialiser dans le vente de pfnl et de produits alimentaires. Soient elles vendent ces produits directement sur le marché, soient à des revendeurs qui selon leurs disponibilité financière, peuvent se transformer en de grossiste.

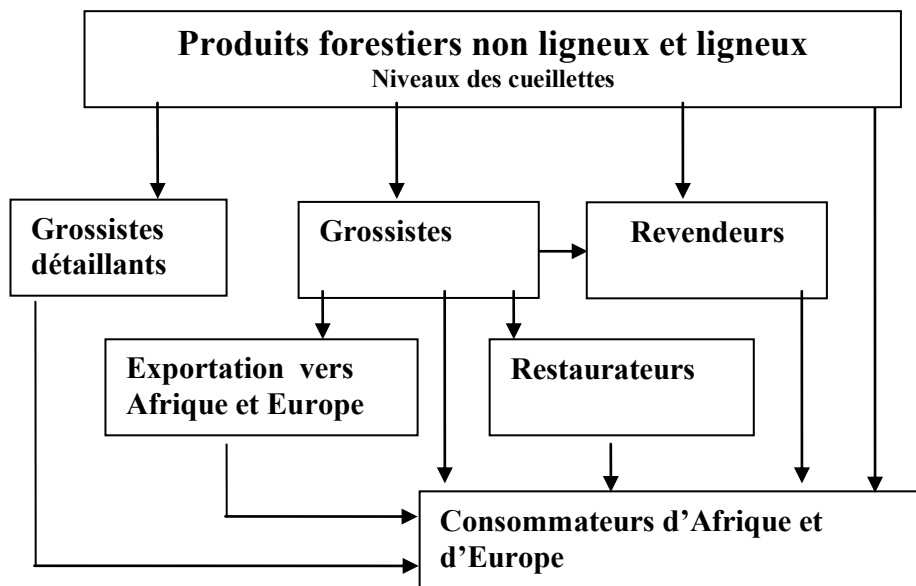
Ces revendeurs ou grossistes (éventuels) font des spéculations en stockant les produits pour créer la pénurie sur les marchés et les revendent à un prix plus cher au consommateurs ou restaurateurs. D'une année à une autre, le circuit de vente de ces produits sont toujours le même. Sauf exception, où le marché choisi pour la vente n'est pas local et, certains grossistes font acheminer ces produits dans d'autres pays comme le Congo Brazza, et même en Europe.

Au niveau international, on estime que le commerce annuel des PFNL atteint des milliers de francs cfa.

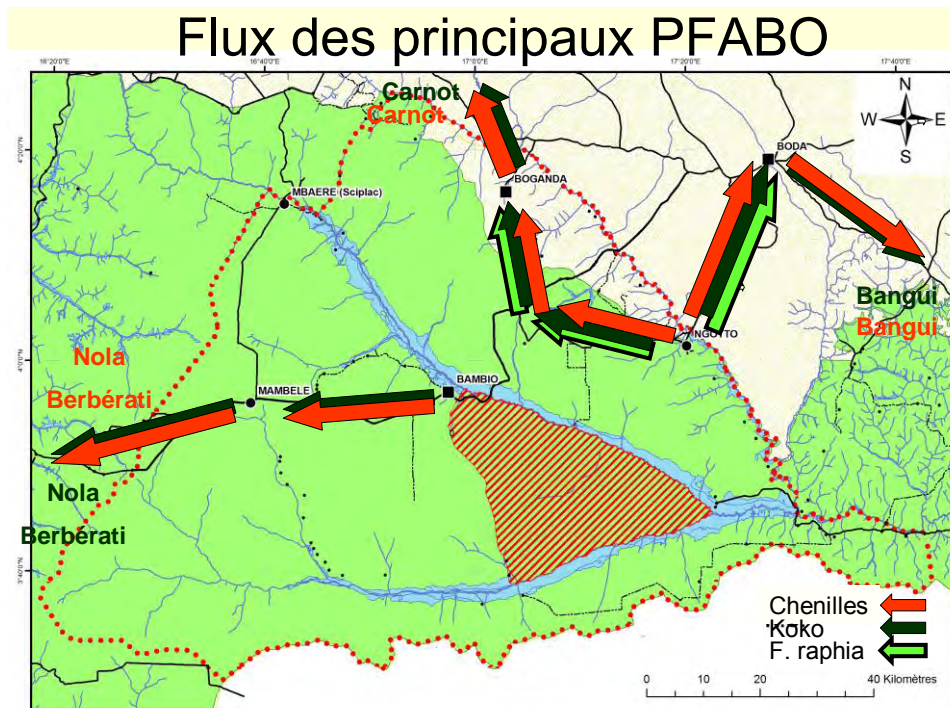
Du collecteur aux consommateurs, le mode d'organisation du circuit des pfnls dans la zone forestière et urbaine fait intervenir :

- Les femmes qui vont ramasser ou les cueillir;
- les collecteurs qui vont dans les villages pour acheter des pfnls et les acheminer vers les marchés urbains. Ces collecteurs achètent les produits dans les marchés villageois ou en faisant de porte en porte;
- les grossistes qui mènent leurs transactions par sacs entiers ou fractions de sacs (demis, quart, etc.) ;
- les détaillants qui mènent leurs transactions par petits paquets, au verre ou à la tasse.

Figure 4 : Mode d'organisation des circuits de commercialisation



Source : informations obtenues sur le terrain à l'issue de l'enquête



Source : Travaux recherche consultant

Les divers pfnl ou pfabo provenant de la zone forestière ravitaillent les principales villes suivantes : Bangui, Mbaiki, Boda, Carnot, Bambio, Berbérati et certaines villes de savane dont Sibut, Bossangoa, Bamabari, Kaga Bandor etc.

3.5.5- Les différents produits forestiers non ligneux, en provenance des systèmes arborés, forêts et agro forestiers, ayant une valeur économique

Les principaux produits forestiers non ligneux (PFNL) de la République Centrafricaine sont le gibier, les plantes comestibles (les feuilles, fruits, écorces, champignons), les chenilles, les champignons et les plantes médicinales.

Les autres PFNL de moindre importance socio-économique comprennent les exsudats (la gomme arabique), les ustensiles, les plantes artisanales (que sont rotin, *Raphia. spp.*), le miel et la cire d'abeille.

Le plus souvent, l'exploitation des PFNL en République Centrafricaine se fait dans la zone guinéenne forestière qui se trouve au sud du pays. En zones soudano-oubanguienne et soudano guinéenne, les récoltes sont plutôt orientées sur les espèces à racine, comme par exemple *Rauwolfia vomitoria* et *Kilinga erecta*. En général on peut constater que :

- Le miel, la cire et l'huile de karité (*Butyrospermum parkii*) proviennent du Nord du pays;
- Les rotins sont récoltés dans les galeries forestières au Sud du pays;
- *Rauwolfia vomitoria*, *Xylopiia aethiopica* et *Kilinga erecta* sont produits à l'Est du pays;
- Les fruits du *Parkia biglobosa* (soumbara en malinké) sont récoltés à l'Ouest du pays

Tableau 11 : Exportations des différents produits agricoles en 1994

Produits	Valeur (CFA)	Poids net (kg)
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	22 984 406 595	24 963 211
Plantes indigènes et graines oléagineuses	179 547 500	809 969
Gommes, résines et autres sucres et extraits végétaux	52 441 300	299 665
Cire d'abeille	15 808 000	79 040
Ecorces d'autres plantes	9 000 000	12 000
Café, thé	5 600 048	7 515 360
Caoutchouc et matières en caoutchouc	3 250 700	9 497
Poivres non broyés ni pulvérisés	2 898 000	41 400
Rotin	1 090 000	273
Vannerie en matières végétales	90 000	123

Source: FAO (1999), citant DSEE. 1995. Le Commerce extérieur de la République Centrafricaine 1994.

Des chiffres fiables concernant les quantités et les valeurs d'exportation n'existent quasiment pas. A titre indicatif, le Tableau ci-dessus donne un aperçu général concernant la valeur économique des différents PFNL, bien que les chiffres soient vieux. La banque de données sur l'exportation des pfnl est très pauvre. Le tableau ci-dessous donne un aperçu sur certaines ressources.

Au niveau de la commercialisation, les groupes qui interviennent sont les collecteurs en forêt, les grossistes qui viennent acheter au village, les détaillants sur les places des marchés locaux et les consommateurs qui achètent quotidiennement en fonction de la taille de leur ménage.

Les différents prix sont collectés au niveau périurbain et sur les différents marchés de Bangui (Bimbo, Pétévo, PK 45 axe BOALI, PK 12, BIMON, PATA, NGUERENGOU, KOKORO Km 5, NGOULEKPA, Lakouanga, Yassimandji) l'étude réalisée, montre le rapport existant entre les prix au récolteur par rapport au prix au consommateur. Cette étude concerne exclusivement les PFNL de consommation courante.

Tableau n° 13 : Prix des différents PFNL de la forêt jusqu'au consommateur

Produits	Collecteurs	Grossistes	Détaillants	Consommateurs	Collecteur/Consom
<i>Gnetum sp.</i>	10-25 CFA par botte de 250g	1 000 CFA par cuvette de 30 l	2 000 CFA par cuvette de 30 l	25 CFA par botte de 250 g	1:9
<i>Dioscorea sp.</i>	75-100 CFA par tubercule de 2 kg	500 CFA par tubercule de 2 kg		300 à 600 CFA par tubercule de 2 kg	1:8
<i>Feuilles de Raphia</i>	50 CFA par paquet			100 CFA par paquet	1:2
<i>Eremospatha sp.</i>	10 CFA par paquet	25-50 CFA par paquet		250 CFA par paquet	1:25
<i>Feuilles Maranthacées</i>	10 CFA par 20 feuilles	25 CFA par 20 feuilles	75 CFA par 20 feuilles	100 CFA par 20 feuilles	1:10

Source: FAO (1999), citant Piri, D. 1997. Analyse de la filière des sous-produits forestiers de la zone d'intervention du projet ECOFAC-RAC dans une perspective de valorisation et de promotion (cas du *Gnetum sp.* et autres) et enquête sur le terrain.

Tableau n° 14 : Quelques pfnl transformés en produits finis et leurs destinations

N° Ordre	Produits Bruts	Produits finis	DESTINATIONS		
			% Autoconsommation	% Commercialisation	
1	ROTIN	Escabeau	10,00	90,00	
		Vannerie	10,00	90,00	
		Fauteuil	10,00	90,00	
		Lit	10,00	90,00	
		Étagère	10,00	90,00	
		Fil d'attache	50,00	50,00	
		Séchoir	90,00	10,00	

		Berceau	10,00	90,00	
2	RAPHIA	Tuile	30,00	70,00	
3	Palmier a huile	Vin blanc	50,00	50,00	
		Huile	80,00	20,00	

Vannerie: Nasse ou panier

Source : Résultats d'enquête du Consultant

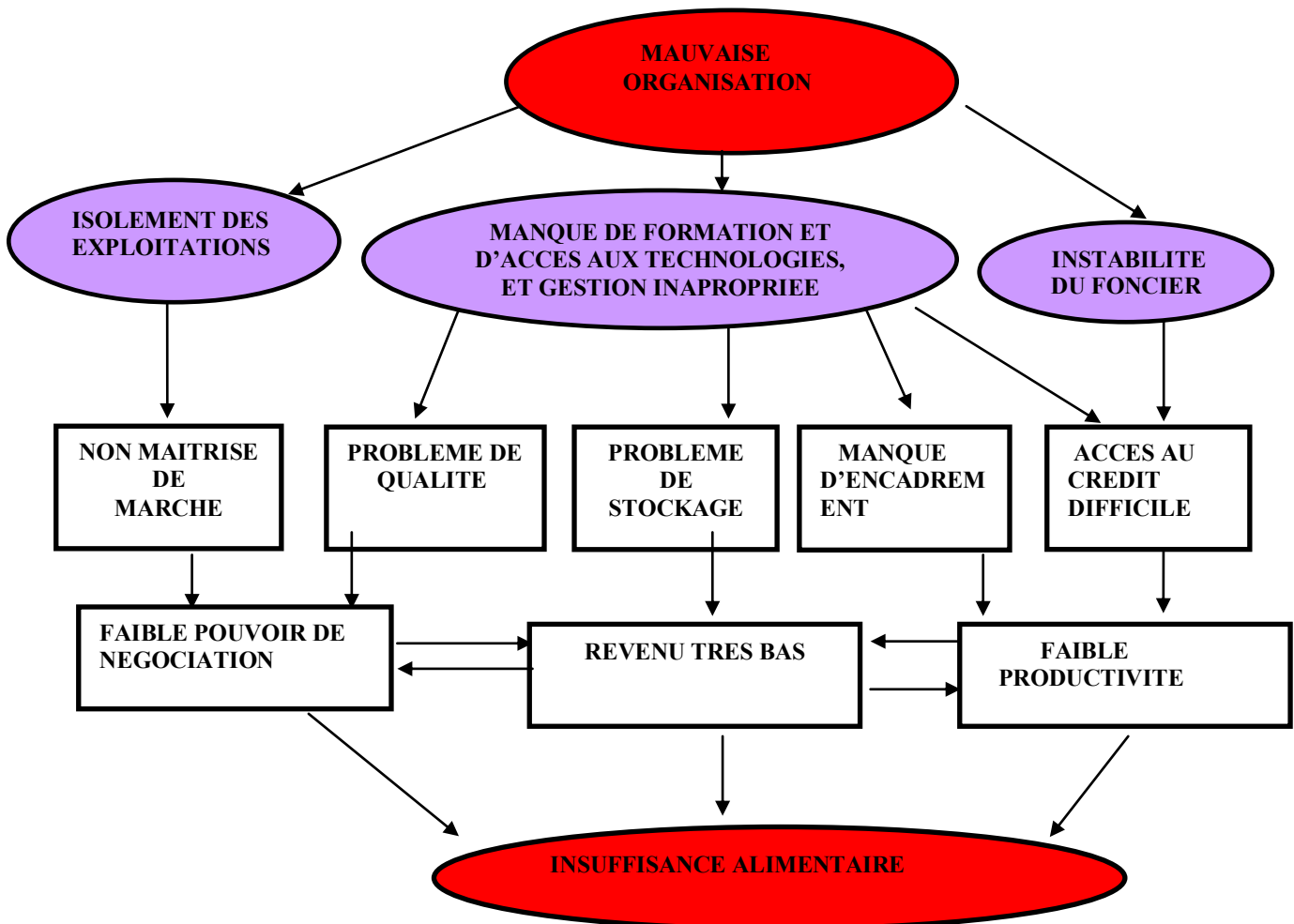
Le tableau n ° 13 ci-dessus montre que certains pfnl sont dans la majorité des cas destinés à la commercialisation en dehors du séchoir et de l'huile de palme.

4 : Identification des diverses contraintes liées à la gestion des pfnl

Les contraintes à la gestion durable des pfnl en RCA sont de plusieurs ordres : social, économique, politique, culturel et technique. Ceux-ci ne favorisent pas le processus de valorisation des principaux pfnl. Le troc des principaux pfnl a lieu entre les peuples autochtones et les villageois. Deux principales contraintes sont retenues : exploitation et commercialisation

4.1. Contraintes à l'exploitation et à la production

Synthèse des diagnostics au niveau des exploitations familiales

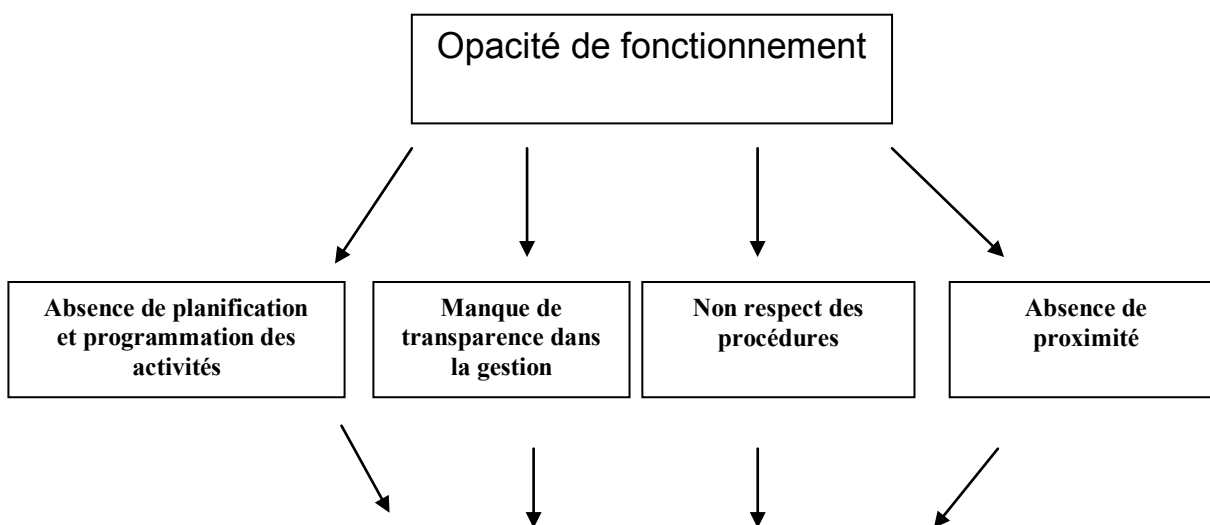


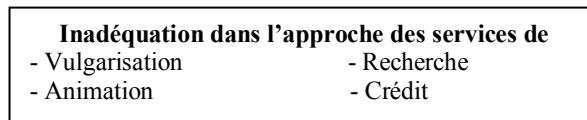
Compte tenu des méthodes d'exploitation moins durable (en particulier la surexploitation) on assiste a une faible régénération de certaines ressources naturelles qui fournissent ces pfnl alimentaires ; c'est le cas du *Gnetum*, de l'*Irvingia* et des espèces ligneuses porteuses de chenilles comestibles. La menace d'extinction de certaines espèces a cause de la perte d'habitat, l'instabilité sociopolitique dans la zone forestière qui fait frontière avec les deux Congo en conflit permanent la pauvreté des populations qui en dépendent pour leur survie. La saisonnalité et la variabilité annuelle de la production des pfnl, leur distribution, font en sorte qu'il est difficile d'en faire une activité génératrice de revenu principale ; l'insuffisance d'alternative oblige les ménages d'exercer une pression de plus en plus forte sur ces types de ressources. A cela s'ajoute l'insuffisance d'information et l'absence d'actions pilotes de domestication concrète de certaines ressources fournissant les pfnl alimentaires ne stimulent pas les populations a leur une valorisation. A ce jour il n y a eu aucune tentative pour régler la gestion des ressources naturelles fournissant les pfnl. Aucun inventaire au niveau national sur les pfnl n'est réalisé. Au niveau régional la tendance d'harmonisation des lois sur les pfnl n'est pas encore amorcée.

4.2. Contraintes à la commercialisation et la valorisation des pfnl

La qualité des pfnl et les habitudes alimentaires spécifiques demeurent une des premières entraves, a cela s'ajoute l'absence d'une technologie appropriée de : stockage, conservation, conditionnement, et transformation ce qui contribue a la perte d'une quantité importante de pfnl alimentaires. En ce qui concerne la RCA, l'enclavement et le mauvais état des routes associé au raquetage par les agents des forces de défense et de sécurité demeure également l'une des ses contraintes.

Tableau n° 15 : Synthèse du diagnostic au niveau institutionnel





5. Stratégies de gestion durable et responsable des pfnl

La pauvreté a été signalée comme le mal principal de la RCA par toutes les Institutions, ONG et Organisations qui interviennent sur le terrain. Ainsi, l'amélioration des conditions de vie de la population passerait inéluctablement par l'amélioration des moyens de production, l'accès aux crédits et l'organisation des producteurs à la base.

Etant donné que les groupes cibles sont les jeunes diplômés sans emploi, les femmes, et les retraités, il convient d'organiser ceux-ci dans des groupements de producteurs, de mettre en place une banque de produits agricoles afin de les aider à mieux vendre, de mettre en place un fond d'insertion ou d'initialisation de jeunes fermiers (dont le mode de gestion du crédit est à définir) qui accepteraient de s'installer sur un site retenu par le gouvernement.

Etant donné tout l'importance que revêt ce projet, une attention particulière devra être apporté à l'exécution des activités conformément au chronogramme établi à l'issue du séminaire atelier de lancement, aussi bien par la Coopération par un suivi régulier et rapproché, et par la FAO par la mise en place des équipements afin de faciliter le travail des consultants sur le terrain.

Pour permettre aux femmes de prendre part activement aux processus de développement, il est souhaitable d'apporter quelques changements notamment :

Dans le domaine de la planification des politiques et de la recherche par :

Réguler l'accès a ce type de ressource

Pour permettre aux femmes de prendre part activement aux processus de développement, il est souhaitable d'apporter quelques changements notamment :

Dans le domaine de la planification des politiques et de la recherche par :

- La mise en place d'un système de collecte et d'analyse des données, fondées sur une base fiable, concernant les activités des femmes rurales sur les pfnl ;
- les recherches sur les systèmes agricoles devraient être améliorées pour tenir compte des besoins des femmes ;
- une politique de développement claire, tenant compte du rôle des femmes dans la cueillette durable et responsable des pfnl et des contraintes qu'elles subissent, devrait être définie.

Le Gouvernement devrait inciter les ministères techniques à appliquer la nouvelle politique et instituer un système de contrôle et d'évaluation pour améliorer le conditionnement, la conservation et la vente de ses produits par la création de banque de pfnl d'une part, mais aussi, pour faciliter l'accès aux techniques de conservation et l'accès au crédit de matériels agricoles mais aussi, renforcer par des textes officiels les activités des ONGs travaillant pour la protection de l'environnement.

Constituer une base données des principaux pfnl et les cartographier

A travers les travaux d'inventaire participatif, une base de donnée de cette catégorie de ressource pourrait être mise au point avec l'appui des peuples autochtones qui en dépendent.

Stimuler les techniques de récolte des plantes utiles et mise en pépinière

La récolte des graines de ces espèces de forêt ainsi que les plantules voire boutures des végétaux utiles et leurs installations en pépinière en attente de transfert dans les systèmes agroforestiers. La plante phare le *Gnetum* serait la toute première à expérimentée car les feuilles sont très consommées, appréciées et commercialisées; cette expérience peut s'étendre également aux espèces suivantes : safoutier (*Dacryodes edulis*), *Triculia africana*, *Gabeya spp*, *Elaeis guinensis*, *Irvingia spp*, *Afrotyrax lepidophillus*, *Dosrtenia Gewia*, certaines légumineuses, des plantes médicinales, les arbres hôtes des chenilles comestibles, les plantes nourricières des escargots et des plantes mellifères.

Stimuler les nouveaux systèmes agroforestiers

Pour répondre aux interrogations relatives au développement économique, plutôt que d'envisager une intensification de système de troc basé la cueillette en foret qui entraîne la raréfaction de certaines espèces tel est le cas du *Gnetm*, il est indispensable d'installer des systèmes de cultures agroforestieres proches des villages par des techniques adaptées. Ces arbres fruitiers qui seraient consommés préférentiellement par les animaux (et éventuellement utiles a d'autres usages) participeraient a la recherche de solutions variées. Cependant dans le domaine de l'alimentation, le principe de complémentarité dans l'espace, dans le temps et sur le plan biochimique de ses produits disponibles dans la foret avec les produits fournis par l'agriculture est a reproduire.

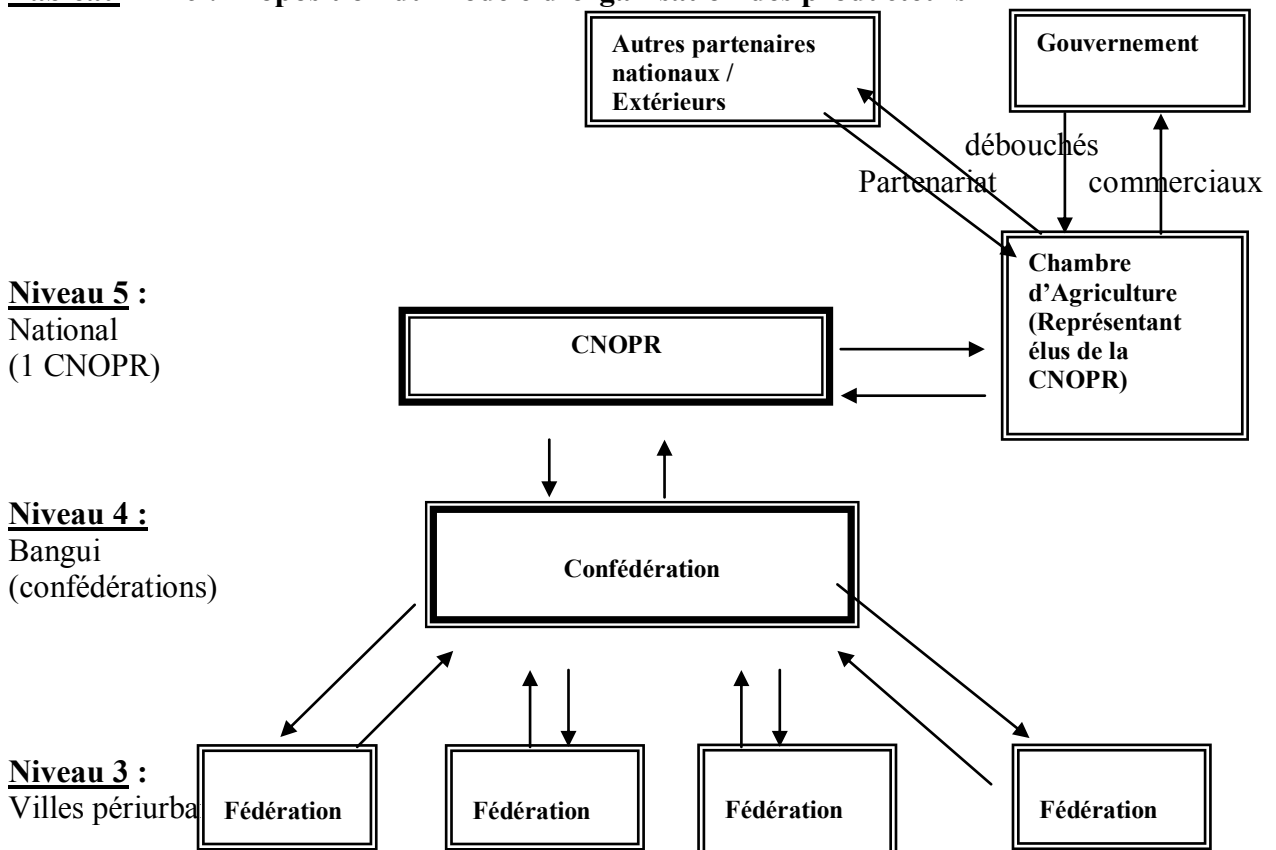
Stimuler la recherche et surtout la domestication de certains pfnl d'origine végétale

Avec l'appui des partenaires au développement, le Gouvernement pourrait solliciter un appui des partenaires au développement afin de stimuler les projets de recherche nationale pour la conception et la vulgarisation des techniques et méthodes d'exploitation durable permettant de valoriser les pfnl.

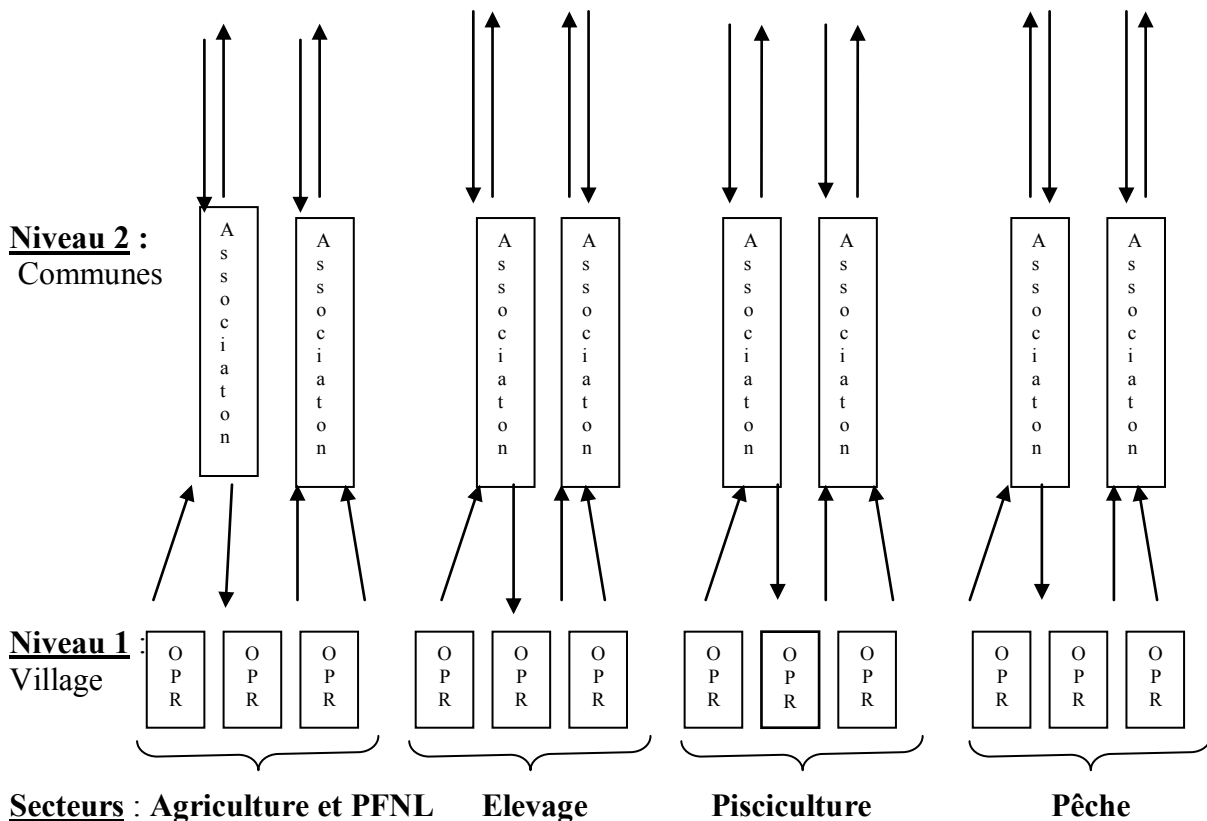
Stimuler l'émergence des producteurs des pfnl

En dépit du flux important des pfnl qui ravitaillent les marchés urbains, aucune initiative n'est prise pour stimuler la mise en place de groupements de producteurs de ses ressources dans les zones forestières, il est temps de convaincre les cueilleurs des pfnl sur le risque d'extinction de ses biens offerts gracieusement par la nature. Il est alors urgent que les utilisateurs de ces ressources contribuent a leur pérennisation au niveau de la capitale, des villes intermédiaires et ses communes productrices selon le modèle du tableau ci- dessous.

Tableau n° 16 : Proposition du modèle d'organisation des producteurs



(fédérations)



CNOPR : Centre National d'Organisation des Producteurs des Ressources

OPR : Organisation des Producteurs des Ressources

Organiser la filière

La forêt est si on peut le dire, est prise en otage par la population qui ne trouve quasiment plus rien à faire que de surexploiter les pfnl seule source de revenu. En effet, l'agriculture ne donne pas les résultats escomptés, car elle est pratiquée de manière empirique (grattage du sol) et sans intrants (engrais, pesticide), avec des outils inappropriés et sur des terres peu productive. La seule alternative possible est de faire de l'élevage, mais là encore, il faut un capital de départ pour faire face aux besoins alimentaires et sanitaires des animaux.

Les groupes les plus vulnérables sont les jeunes diplômés sans emploi, les femmes, les retraités de fonction publique et enfin, les fonctionnaires en service à cause des retards énormes dans le paiement des salaires.

Malgré les tentatives de s'organiser en association et ou groupement, les différentes associations sont encore mal structurées et ne bénéficient quasiment pas d'encadrement ni de financement.

Une autre difficulté est celle liée au comportement des autorités qui aurait dû être résolue en partie par cette sensibilisation. Il est relevé que ceux-ci ne permettent pas que les ONG réalisent les activités qu'ils ont programmées dans le cadre de la protection de l'environnement.

Une autre des contraintes est liée à la méconnaissance de l'importance des pfnls dans la contribution PIB. Aucune étude n'a été faite dans ce sens, et les chiffres ne sont pas actualisés. Les quantités des produits qui sortent du pays ne sont pas bien connues et la filière est mal organisée. On ne se sait pas trop combien sont les grossistes et les détaillants de ces produits, et pour chaque année, quelle est approximativement la quantité consommée dans le pays, quelle quantité vient des pays voisins, quelle quantité sort du pays.

6. Proposition des solutions par rapport aux faiblesses

La pauvreté a été signalé comme le mal principal de la RCA par toutes les Institutions, ONG et Organisations qui interviennent sur le terrain. Ainsi, l'amélioration des conditions de vie de la population passerait inéluctablement par l'amélioration des moyens de production, l'accès aux crédits et l'organisation des producteurs à la base.

Etant donné que les groupes cibles sont les jeunes diplômés sans emploi, les femmes, et les retraités, il convient d'organiser ceux-ci dans des groupements de producteurs, de mettre en place une banque de produits agricoles afin de les aider à mieux vendre, de mettre en place un fond d'insertion ou d'initialisation de jeunes fermiers (dont le mode de gestion du crédit est à définir) qui accepteraient de s'installer sur un site retenu par le gouvernement.

Etant donné tout l'importance que revêt ce projet, une attention particulière devra être apporté à l'exécution des activités conformément au chronogramme établi à l'issue du séminaire atelier de lancement, aussi bien par la Coordination par un suivi régulier et rapproché, et par la FAO par la mise en place des équipements afin de faciliter le travail des consultants sur le terrain.

Pour permettre aux femmes de prendre part activement aux processus de développement, il est souhaitable d'apporter quelques changements notamment :

Dans le domaine de la planification des politiques et de la recherche par :

- La mise en place d'un système de collecte et d'analyse des données, fondées sur une base fiable, concernant les activités des femmes rurales sur les pfnl ;
- les recherches sur les systèmes agricoles devraient être améliorées pour tenir compte des besoins des femmes.
- une politique de développement claire, tenant compte du rôle des femmes dans la cueillette durable et responsable des pfnl et des contraintes qu'elles subissent, devrait être définie.

Le Gouvernement devrait inciter les ministères techniques à appliquer la nouvelle politique et instituer un système de contrôle et d'évaluation pour améliorer le conditionnement, la

conservation et la vente de ses produits par la création de banque de pfnl d'une part, mais aussi, pour faciliter l'accès aux techniques de conservation et l'accès au crédit de matériels agricoles mais aussi, renforcer par des textes officiels les activités des ONGS travaillant pour la protection de l'environnement.

Dans le domaine d'accès aux ressources de la biodiversité et principalement les pfnl par :

- Des mesures qui devraient être prises pour améliorer l'accès des femmes au crédit, à l'agrosylviculture, aux technologies économisant le travail, à la vulgarisation et à la commercialisation des pfnl.
- La promotion de micro-projets de transformation et de commercialisation.
- La formation massive de vulgarisatrices et par la promotion de groupements locaux de crédit et d'épargne.

Il est aussi important d'entreprendre des démarches pour l'octroi des titres fonciers auprès des services compétents pour la sécurisation du foncier dont souffrent beaucoup d'exploitants hommes et femmes.

Une meilleure coordination est nécessaire entre les diverses ONG internationales et nationales pour intégrer les approches et assurer de manière plus efficace l'accès des femmes aux ressources et aux services agricoles.

Les groupements et associations de femmes rurales doivent être favorisés, ainsi que les réunions à différents niveaux au cours desquelles les femmes échangeraient des informations réciproques sur les expériences les plus positives.

- Conclusion et recommandations.

L'objectif final de ce rapport est de proposer des axes susceptibles de valoriser les pfnl de la RCA afin de garantir des biens et services procurés par les forêts qui répondent aux besoins des générations actuelles et futures tout en assurant leur pérennité d'une part et améliorer le niveau de vie des populations qui en dépendent.

Au sens large, la gestion durable et responsable des pfnl dans la zone périurbaine devra traiter des aspects administratifs, juridiques, techniques, économiques, sociaux et environnementaux de la conservation et de son utilisation. Elle comporte des interventions humaines délibérées à divers niveaux, depuis les actions visant la sauvegarde et l'entretien de l'écosystème forestier et de ses fonctions, jusqu'au développement préférentiel d'essences ou de groupes d'essences spécifiques présentant un intérêt social ou économique particulier et aussi bien pour les autres pfnl à valeur économique pour une production améliorée de biens et services.

Cependant, on notera que toutes les forêts et terres boisées dans le sud sont encore aménagées sans tenir compte des autres ressources que sont les pfnl principes forestiers adoptés lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED, 1992). Il est relevé le manque des moyens financiers et humains nécessaires pour la préparation, la mise en œuvre et le suivi de plans de gestion forestière, ainsi que des mécanismes assurant la participation et l'engagement des différentes parties prenantes à la planification et à la mise en valeur des forêts.

Sur le plan méthodologique, les disponibilités des ressources (pfnl) ne sont pas facile à établir. A la suite de l'inventaire ponctuel des principaux pfnl réalisé dans un délai court, des études sur le long terme (au moins cinq ans) sont nécessaires pour affiner les choix à effectuer, les nombreux usages, la liste des plantes utiles, leur densité leur disponibilité réelle au cours de l'année, leur valeur qualitative/quantitative et leur valeur marchande à différentes périodes. Cependant il faut souligner, dans le domaine de l'alimentation, le principe de complémentarité dans l'espace, dans le temps et sur le plan biochimique des pfnl dans la forêt avec les produits de l'agriculture est à promouvoir à travers les systèmes agroforestiers à multi-usages. Cette complémentarité est à reproduire dans les zones de production.

Les travaux de recherche devraient s'articuler sur : les plantes utiles (comestibles ou médicinales) encore mal connues ; récolter, pour chacune, des échantillons fertiles et préparer des échantillons d'herbier ; récolter également des graines, mettre en pépinière, essayer le bouturage de certains pfnl et faire des essais d'introduction en agroforesterie. Le système de troc régulier

entre les peuples autochtones et les villageois devrait également faire l'objet d'une analyse fine au niveau de l'inventaire des produits échangés mais également au niveau des relations préférentielles qui s'établissent entre les acteurs. Ceux-ci restent parfois discrets, car certains produits de grande valeur commerciale ou culturelle demeurent cachés, ce qui implique une démarche particulière de recherche qui permet de maintenir la confidentialité des informations.

Alors qu'il a été constaté que les autres produits forestiers non ligneux (PFNL) jouent un rôle important dans la vie quotidienne et dans le bien-être de la population locale. Plusieurs ressources forestières non ligneuses comestibles ou médicinales sont couramment récoltées et commercialisées et ont inévitablement une part dans le PIB Centrafricain, mais aucune étude n'est réalisée pour leur mise en valeur.

Il importe donc d'organiser à la base, les groupements des collecteurs de ces produits de manière à mieux quantifier, identifier et contrôler ses différents produits qui se vendent sur les marchés urbains et périurbains, mais aussi pour mieux cerner les circuits et les flux commerciaux pour chacune des filières.

En effet, les ruraux pauvres dépendent en particulier des PFNL comme source de nourriture, fourrages, remèdes, gommés, résines, matériaux de construction, etc. En plus de la consommation locale, les PFNL sont également d'importantes marchandises commerciales qu'on peut trouver sur le marché local, national et aussi bien qu'international. Les PFNL commercialisés contribuent à remplir les besoins quotidiens tout en procurant des emplois et revenus aux parties prenantes.

Bibliographie

1. **COSSOCIM** Rapport final, *Etude socio-économique des Eexploitants agricoles de la zone urbaine de Bangui*. novembre 94.
2. **Rapport national sectoriel sur les femmes**, *l'agriculture et le développement rural*, 1994.
3. **Mcleod,H** (1987), *Conservation of OKU Mountain Forest, Cameroon*, Rapport d'étude n° 15, OKU Projet, International Concil for Bird Preservatin (ICBP), Cambodge, Royaume-Uni.
4. **Mbai Nkwanyou, V.** 1998. *Prunus africana*-Pygeum: the Brown Gold of Mount Cameroon. *Prunus*, Bulletin Annuel d'information de Plantecam, 7.
5. **Ndoye, O., M. Ruiz-Perez, A. Eyebe.** 1999. NTFP Markets and Potential Forest Resource Degradation in Central Africa. The Role of Research for a Balance Between Welfare Improvement and Forest Conservation. In: Sunderland, T.C.H., L.E. Clark, P. Vantomme (eds.). *The NWFP of Central Africa: Current research issues and prospects for conservation and development*. FAO. Rome
6. **Nkuinkeu, R.** 1999. Medicinal plants and forest exploitation. In: Sunderland, T.C.H., L.E. Clark, P. Vantomme (eds.). *The NWFP of Central Africa: Current research issues and prospects for conservation and development*. FAO. Rome
7. **Ntamag, C.N.** 1997. Spatial distribution of NTFP collection. A case study of south Cameroon. Wageningen Agricultural University. Wageningen. MSc Thesis
8. **Ndoye, O** (1994), "The potential role of markets in forest resource degradation. An example of palm wine in Central Africa" , Exposé présenté à l'atelier sur l'étude des marches des produits forestiers non ligneux, IFPRI-ICRAF-CIFOR, Annapolis, Maryland, Etats –Unis.
9. **Non-Wood News** (1994) "An Information Bulletin on Non-Wood Forest Products", FAO Forest Products Division, Volume 1 mars.
10. **Papadopulos, V., with Gordon, A.** 1997. *Non-Timber Tree Products: A Partial Inventory of Products Available in the Mount Cameroon Area*, NRI Socio-economic series 11, Chatham, UK, Natural Resources Institute.

11. **Shiembo, P N, Newton, A C & Leakey, R B** (1996), “Vegetative propagation of *Gnetum africanum* Welw., a leafy vegetable from West Africa”, *Journal of horticultural Science*, 71 (1): 149-155.
12. **Shiembo, P.N.** 1999. The sustainability of eru (*Gnetum africanum* and *Gnetum buchholzianum*): Over-exploited NWFP from the forests of Central Africa. In: Sunderland, T.C.H., L.E. Clark, P. Vantomme (eds.). *The NWFP of Central Africa: Current research issues and prospects for conservation and development*. FAO. Rome
13. **Sunderland, T.C.H.** 1997. *The abundance and distribution of rattan palms in the Campo Faunal Reserve, Cameroon, and an estimate of market value*, African Rattan Research Programme, Technical Note No.2.
14. **Sunderland, T.C.H.** 1999. Recent research into African rattans (Palmae) : A valuable NWFP from the forests of Central Africa. In: Sunderland, T.C.H., L.E. Clark, P. Vantomme (eds.). *The NWFP of Central Africa: Current research issues and prospects for conservation and development*. FAO. Rome
15. **Sunderland, T.C.H., M.L. Ngo-Mpeck, Z. Tchoundjeu, A. Akoa.** 1999. The ecology and sustainability of *Pausinystalia johimbe* : an over-exploited medicinal plant of the forests of Central Africa. In: Sunderland, T.C.H., L.E. Clark, P. Vantomme (eds.). *The NWFP of Central Africa: Current research issues and prospects for conservation and development*. FAO. Rome
16. **Tabuna, H.** 1999. The markets for Central African NWFP in Europe. In: Sunderland, T.C.H., L.E. Clark, P. Vantomme (eds.). *The NWFP of Central Africa: Current research issues and prospects for conservation and development*. FAO. Rome
17. **Tchoundjeu, Z., B. Duguma, M.L. Tiencheu, M.L. Ngo-Mpeck.** 1999. The domestication of indigenous agroforestry trees: ICRAF's strategy in the humid tropics of West and Central Africa. In: Sunderland, T.C.H., L.E. Clark, P. Vantomme (eds.). *The NWFP of Central Africa: Current research issues and prospects for conservation and development*. FAO. Rome
18. **Thomas, D.W., M.F. Tobias.** 1987. *Medicinal and Food Plants from Cameroon's Forests: Development and Conservation*. UNDP/FAO Forestry Sector Review of Cameroon. CMR/86/003. Interagency Joint Mission to Cameroon, 1987.

19. **F. MALAISSE et Georges N'GASSE**, 2000, Les champignons consommés par les pygmées Boffi de la Lobaye.
20. **F. MALAISSE et Georges N'GASSE**, 2000, *L'Histeria parvifolia*, un arbuste à graines oléagineuses.
21. **FAO, 2004**, Contribution des insectes de la forêt à la sécurité alimentaire en Afrique Centrale « *cas des chenilles comestibles* ».
22. **Georges N'GASSE**, 1996, *L'Imbrasia oyemensis*, une chenille comestible très appréciée par les centrafricains.
23. **Michel BONANNEE**, 1999, Données statistiques sur les PFNL de la RCA
24. **Michel BONANNEE**, 2003, Etude prospective des PFNL de la RCA.
25. **Walter S.**, 2001 Les PFNL en Afrique : un aperçu régional et national. Département des forêts FAO.

Annexe 1 : Fiche d'enquête

Importance socio-économique des produits forestiers non ligneux de base.

I – Identification des produits

Quels sont les différents types de PFNL consommées dans votre localité ou arrondissement ?.....

.....

..... Comment les appelle t-on localement ?.....

.....

II – Récolte et Importance socio-économique

Où et quand se pratique la récolte des pfnls

Forêts

Champs

Marécages

Autres

Quelle est la durée de la récolte ?

Comment récoltez-vous ces produits ?

Et sur combien de temps ?

Quelles catégorie de personnes collectent ou récoltent ou collectent ces produits ?

Hommes Femmes Enfants

Pour votre séjour au campement de récolte, vous dépensé combien à peine ?

.....
Incluez-vous le prix de transport dans la vente des produits ?.....

Pour combien ? ces produits peuvent réduire vos dépenses dans les ménages.....
.....

II . Localisation des marchés

Combien de marché existe-t-il dans votre localité et sur cette axe

Distances du marché le plus proche par rapport au village.....

Quels sont les principaux produits forestiers non ligneux en vente sur les marchés

.....
.....

Quels sont les principaux produits forestiers ligneux en vente sur les marchés

.....
.....

Qui vent ces produits ? hommes..... ; femmes.....

D'où viennent ces produits ?

La période indiquée va de quand à quand ?.....
.....

Combien de cuvettes approximativement peuvent on retrouver sur le marché de produits en vente pendant la période d'abondance ?

.....

Et en hors saison ?.....
.....

II. Les prix des produits :

L'offre est elle suffisante ?.....

Quel instrument utilisez vous pour la mesure du poids ?.....

Le prix est il fonction de la demande ?.....

A quelle période vendez vous le mieux ?.....

III. La fréquence des produits sur les marchés par rapport aux saisons

En temps normal (saison) quels sont les produits que vous disposez

1.....

2.....

3.....

4.....

5.....

En hors saison quels sont les produits que vous disposez

1.....

2.....

3.....

4.....

5.....

Quelles sont les marges bénéficiaires des produits retenus en période normale

1.....

2.....

3.....

4.....

5.....

Quelles sont les marges bénéficiaires des produits retenus en période hors saison

1.....

2.....

3.....

4.....

5.....

IV. Les modes d'organisation des circuits de commercialisation des produits forestiers ligneux et non ligneux.

C'est vous qui faite la cueillette des produits ?.....

Vous les vendez vous-même ?.....

Qui vous achète les produits ?

Un grossiste ?.....

Un détaillant ?.....

○ Un restaurateur ?.....

- Connaissez vous qui est :

- Grossiste des pfnl dans le village?.....
-
-
-
- Détaillant pfnl dans le village ou dans votre quartier?.....
-
-
-
- Restaurateurs pfnl dans le village ou dans votre quartier?.....
-
-
-

A quel prix achètent- ils vos produits ?.....

Etes vous satisfait ? Oui Non

Si non pourquoi ?.....
.....
.....

Y a t-ils des étrangers qui vous contactent pour l'achat de vos produits ?.....

.....
De quelle nature sont vos problèmes ?.....

.....
Pourquoi vendez-vous vos produits ici et non ailleurs ?.....

.....
Etes-vous satisfaits par votre activité.....

.....
Valorisation des produits

Quelles sont les différentes formes de valorisation de vos produits que vous récoltez :

Pour l'alimentation à combien de pourcent ?.....

Pour la santé (lutte contre les maladies) à combien de pourcent ?.....

Autres usages ?.....

Qu'est ce qui se vend le mieux ?.....

.....